



**LA RECHERCHE SUR LES COMPETENCES TECHNIQUES ET
PROFESSIONNELLES PERMETTANT L'INSERTION**

**ETAT DES LIEUX, CONTRAINTES ET PERSPECTIVES
DANS TROIS PAYS DE L'AFRIQUE DE L'OUEST
(Burkina Faso, Côte d'Ivoire et Ghana)**

François-Joseph AZOH (ROCARE, Côte d'Ivoire)

Frédérique WEYER (NORRAG, Suisse)

Michel CARTON (NORRAG, Suisse)

Février 2012

Ce rapport a été élaboré par le ROCARE (Réseau Ouest et Centre Africain de Recherche en Education) en collaboration avec le NORRAG (Network for Policy Research, Review and Advice on Education and Training), avec l'appui de la coopération suisse au développement (DDC).

L'étude a été réalisée dans le cadre de la préparation de la de la Triennale de l'ADEA (Association pour le Développement de l'Education en Afrique) qui s'est tenue à Ouagadougou, Burkina Faso, en février 2012.

Le NORRAG (*Network for Policy Research, Review and Advice on Education and Training*) est un réseau qui vise à promouvoir une analyse critique des politiques de coopération internationale en matière d'éducation et de formation - www.norrag.org

Le ROCARE (Réseau Ouest et Centre Africain de Recherche en Education) a pour mission de développer, dans la région, une capacité de recherche en éducation de qualité, capable de produire des résultats facilement utilisables par décideurs et praticiens - www.rocare.org

RESUME

On assiste en Afrique à un regain d'intérêt pour la question du développement des compétences techniques et professionnelles (DCTP). L'existence de données et d'analyses fiables sur ce thème représente néanmoins un préalable indispensable à la définition et à la mise en œuvre de politiques qui puissent contribuer de manière efficace à l'insertion des jeunes, en milieu rural comme en milieu urbain.

Cette étude a pour objet la recherche dans le champ du DCTP. Elle vise, d'une part, à établir un inventaire des recherches menées au cours des 20 dernières années sur le DCTP par les différents acteurs que œuvrent dans ce champ. D'autre part, elle a pour objectif d'identifier les attentes, besoins et demandes en termes de recherche exprimés par ces acteurs et de dégager des propositions de recherche prioritaires. Ce travail se fonde sur trois études de cas réalisées au Burkina Faso, en Côte d'Ivoire et au Ghana. De plus, à fin de comparaisons et de partage de réflexions, deux études similaires ont été réalisées en Afrique du Sud et en Amérique Latine, auxquelles s'ajoute une analyse du contexte ouest africain de la recherche en éducation et formation.

Les résultats de l'étude en Afrique de l'Ouest montrent, premièrement, que la recherche commanditée domine nettement la production dans le champ du DCTP. Deuxièmement, les cabinets d'études et les consultants sont les principaux producteurs de la recherche. Troisièmement, les acteurs académiques sont minoritaires. Quatrièmement, les thèmes les plus abordés sont ceux qui sont directement en lien avec les politiques et les programmes mis en œuvre par les commanditaires. Cinquièmement, l'approche qui domine est celle de l'économie.

Il existe un décalage entre, d'un côté, les recherches disponibles et, de l'autre, les propositions prioritaires qui se dégagent des entretiens avec les acteurs du DCTP. Celles-ci concernent la gestion institutionnelle, l'analyse des demandes, une meilleure compréhension du secteur informel et de l'agriculture, le développement de curricula mieux adaptés au contexte et l'insertion professionnelle des diplômés.

Faciliter la recherche académique représente un moyen de réduire ce décalage. En effet, la comparaison avec l'Amérique Latine et l'Afrique du Sud, où les travaux académiques sont plus nombreux, montre que ce type de recherche, davantage que la recherche commanditée développée par les cabinets d'études et les consultants, a pour potentiel de :

- Prendre en compte les multiples dimensions du DCTP car compte tenu de sa nature, son analyse requiert une approche pluridisciplinaire ;
- Compléter et/ou questionner les données quantitatives disponibles par la production d'informations qualitatives, en mettant les acteurs et leurs pratiques au centre, ce qui permet de comprendre comment les programmes et les politiques sont mis en œuvre, quels sont leurs effets sur les bénéficiaires et comment ils sont réappropriés ;
- Développer les savoirs concernant des secteurs trop souvent négligés comme les secteurs informel et agricole ;
- S'appropriier les discours et politiques internationaux car seule une communauté de chercheurs stable, capable de se renouveler, peut participer de manière pertinente et historiquement fondée à leur production et les adapter au contexte national ;
- Produire une analyse critique des présupposés sur lesquels se fondent les politiques et programmes, ce qui contribue à leur renouvellement.

TABLE DES MATIERES

Liste des figures	5
Liste d'acronymes et abréviations	6
INTRODUCTION	9
METHODOLOGIE	13
INVENTAIRE DES RECHERCHES CONDUITES AU COURS DES 20 DERNIERES ANNEES	14
Acteurs de la recherche	14
Conditions de production de la recherche	15
Thèmes traités	15
Approches de la recherche	17
Evolution de la recherche au cours des 20 dernières années	19
ATTENTES, BESOINS ET DEMANDES EN TERMES DE RECHERCHE	22
PROPOSITIONS PRIORITAIRES POUR LES RECHERCHES A MENER ET CONDITIONS REQUISES	23
CONCLUSION	28
BIBLIOGRAPHIE	30
ANNEXE : Documents consultés pour chaque étude	31
Documents consultés au Burkina Faso	31
Documents consultés en Côte d'Ivoire	39
Documents consultés au Ghana	41

Liste des figures

Tableau 1 : Répartition des données démographiques selon le pays	9
Tableau 2 : Répartition des classements IDH selon le pays pour trois années sur 177 pays classés	10
Tableau 3 : Répartition des effectifs dans le secondaire inférieur (<i>Junior High School</i>) pour les secteurs public et privé au Ghana (2003-2010)	11
Graphique 1 : Répartition des acteurs de la recherche en Côte d'Ivoire	14
Graphique 2 : Conditions de production de la recherche en Côte d'Ivoire	15
Tableau 4 : Répartition des études recensées selon le thème de 1990 à 2010 au Burkina Faso	16
Graphique 3 : Répartition des thèmes selon les acteurs de la recherche en Côte d'Ivoire	17
Graphique 4 : Les approches disciplinaires dans la recherche en Côte d'Ivoire	18
Graphique 5 : Répartition des approches de recherche selon les acteurs en Côte d'Ivoire	18
Tableau 5 : Evolution de la production des études par quinquennat de 1990 à 2010 au Burkina Faso	20
Graphique 6 : Evolution thématique de la recherche en Côte d'Ivoire	21
Tableau 6 : Répartition des propositions prioritaires de recherche au Burkina Faso	23
Tableau 7 : Répartition des propositions prioritaires de recherche au Ghana	24
Tableau 8 : Répartition des propositions prioritaires de recherche en Côte d'Ivoire	26

Liste d'acronymes et abréviations

ABGRH	Association Burkinabé de Gestionnaires des Ressources Humaines
AFD	Agence Française de Développement
AGEPE	Agence d'Etude et de Promotion de l'Emploi
ANPE	Agence Nationale Pour l'Emploi
APNEF	Association pour la Promotion de l'Education Non Formelle
BAC	Baccalauréat
BECE	Basic Education Certificate Examination
BEP	Brevet d'Etudes Professionnelles
BEPC	Brevet d'Etude du Premier Cycle
BIT	Bureau International du Travail
BT	Brevet de Technicien
BTS	Brevet de Technicien Supérieur
CAP	Certificat d'Aptitude Professionnelle
CBL	Competency Based Learning
CBT	Competency Based Training
CCI	Chambre de Commerce et d'Industrie
CEBNF	Centre d'Education de Base Non Formelle
CEPE	Certificat d'Etude Primaire Elémentaire
CERFODES	Centre d'Etudes, de Recherches et de Formation pour le Développement Economique et Social
CGTB	Confédération Générale du Travail du Burkina
COTVET	Council for Technical and Vocational Education and Training
CPAF	Centre Permanent d'Alphabétisation Fonctionnelle
DCTP	Développement des Compétences Techniques et Professionnelles
DFP	Direction de la Formation Professionnelle

ENAM	Ecole Nationale d'Administration et de Magistrature
ENAREF	Ecole Nationale des Régies Financières
ENEP	Ecole Nationale des Enseignements du Primaire
ENS	Ecole Normale Supérieure
ENSK	Ecole Normale Supérieure de Koudougou
ENSP	Ecole Nationale de Santé Publique
ETFP	Enseignement Technique et Formation Professionnelle
FAFPA	Fonds d'Appui à la Formation Professionnelle et à l'Apprentissage
FDFP	Fonds de Développement de la Formation Professionnelle
FIDA	Fonds international de développement agricole
GES	Ghana Education Service
GIZ	Agence allemande de coopération au développement
ICCES	Integrated Community Centres for Employable Skills
IPNETP	Institut Pédagogique National de l'Enseignement Technique et Professionnel
ISIG	Institut des Sciences de l'Informatique et de Gestion
JERARE	Journal of Educational Research in Africa/Revue Africaine de Recherche en Education
JICA	Agence japonaise de coopération au développement
MATDS	Ministère de l'Administration Territoriale, de la Décentralisation et de la Sécurité
MEBF	Maison de l'Entreprise du Burkina Faso
MENA	Ministère de l'Education Nationale et de l'Alphabétisation
MESRS	Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique
MESS	Ministère des Enseignements Secondaire et Supérieur
MESSRS	Ministère des Enseignements Secondaire et Supérieur et de la Recherche Scientifique

METFP	Ministère de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle
MJEFP	Ministère de la Jeunesse, de la Formation Professionnelle et de l'Emploi
MoESS	Ministry of Education, Science and Sports
MoMYE	Ministry of Manpower, Youth and Employment
NACVET	National Coordinating Committee on Technical and Vocational Education and Training
NTVETQF	National TVET Qualifications Framework
NVTI	National Vocational Training Institute
OIC	Opportunities Industrialization Centre
ONEF	Observatoire National de l'Emploi et de la Formation Professionnelle
PAS	Programme d'Ajustement Structurel
PESPR	Preliminary Education Sector Performance Report
PNE	Politique Nationale de l'Emploi
PNEFTP	Politique Nationale de l'Enseignement et de la Formation Techniques et Professionnels
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
PTF	Partenaires Techniques et Financiers
PTI	Private Training Institutions
ROCARE	Réseau Ouest et Centre Africain de Recherche en Education
SP/ CNC - PF	Secrétariat Permanent de la Commission Nationale de la Certification et des Programmes de Formation
WAEC	West African Examinations Council
WASSCE	West African Senior Secondary Certificate Examination
WTE	West African Examinations Council Technical Examination

INTRODUCTION

Cette étude a pour objet la recherche dans le champ du développement des compétences techniques et professionnelles (DCTP). Le présent rapport se fonde sur trois études de cas réalisées au Burkina Faso, en Côte d'Ivoire et au Ghana. De plus, à fin de comparaisons et de partage de réflexions, deux études similaires ont été réalisées en Afrique du Sud et en Amérique Latine : des références à ces dernières seront faites dans le texte qui suit. S'ajoute à ces études une analyse du contexte ouest africain de la recherche en éducation et formation¹. Ces travaux, ainsi qu'une première version du présent rapport, ont été réalisées dans le cadre du processus de préparation de la Triennale de l'Association pour le Développement de l'Education en Afrique (ADEA), qui s'est tenue à Ouagadougou en février 2012².

Le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire et le Ghana se situent en Afrique de l'Ouest et se caractérisent par une proximité géographique du fait de frontières communes. Toutefois, ils se distinguent par une particularité linguistique : le Ghana est anglophone alors que le Burkina Faso et la Côte d'Ivoire sont francophones. Dans ces trois pays, le taux moyen de croissance démographique annuelle se situe autour de 2,8% avec une proportion élevée de personnes de moins de 15 ans (tableau 1). Une part importante de la population vit en zone rurale, en particulier au Burkina Faso où elle atteignait plus de 80% en 2004.

Tableau 1 : Répartition des données démographiques selon le pays

	Population totale (en millions)			Population urbaine (en % du total)			Population des moins de 15 ans (en % du total)	
	1975	2004	2015	1975	2004	2015	2004	2015
Burkina Faso	5,9	12,8	17,7	6,4	17,9	22,8	47,4	45,7
Côte d'Ivoire	6,6	17,9	21,6	32,2	44,6	49,8	42,1	38,2
Ghana	10,2	21,7	26,6	30,1	47,1	55,1	39,5	35,2

Source : Rapport mondial sur le développement humain, PNUD, 2006, 2009

Le niveau de développement traduit par l'Indice composite de Développement Humain (IDH) du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) conduit à classer le Ghana parmi les pays à développement humain moyen. Le Burkina Faso et la Côte d'Ivoire sont considérés comme

¹ Powell, L. et Lolwana, P. 2011, *De la reconstruction à la déconstruction : le rôle de la recherche dans le développement des compétences en Afrique du Sud*, ADEA ; Jacinto, C., 2011, *Bilan des dix dernières années de recherche sur le développement des compétences chez les jeunes en Amérique latine*, ADEA ; Carton, M., 2011, *Researching Technical and Vocational Skills Development: End or Renaissance of Educational Research in Africa?*, ADEA. Ces documents sont accessibles sur le site www.norrag.org

² L'équipe de coordination de la présente étude adresse ses sincères remerciements à l'ADEA, à la Direction du développement et de la coopération (DDC) de la Confédération Suisse, aux équipes de recherche du Burkina Faso, de la Côte d'Ivoire et du Ghana, ainsi que d'Amérique Latine et d'Afrique du Sud, et aux personnes ressources qui ont contribué à la collecte des informations.

des pays à faible niveau de développement humain (tableau 2). En Côte d'Ivoire, les conditions de vie des ménages se dégradent avec un taux de pauvreté qui est passé de 33,6% en 1998 à 48,9% en 2008. Ce sont les jeunes et les femmes qui sont les plus touchés.

Tableau 2 : Répartition des classements IDH selon le pays pour trois années sur 177 pays classés

	2004	2006	2009	Changement dans le classement entre 2006-2009
Burkina Faso	174	176	177	-1
Côte d'Ivoire	164	163	163	0
Ghana	136	154	152	+2

Source : Rapport mondial sur le développement humain, PNUD, 2006, 2009

Les Etats de ces pays ont réalisé de nombreux efforts d'investissements pour accroître la scolarisation et l'alphabétisation. En effet, de 1991 à 2006, le taux net de scolarisation dans le primaire a évolué de 29 à 45% au Burkina Faso, de 45 à 62% en Côte d'Ivoire et de 54 à 75% au Ghana. Toutefois, les niveaux atteints pour ce niveau d'éducation sont encore loin des objectifs de l'Education Pour Tous (EPT). Pour l'enseignement secondaire (tous programmes confondus), les taux bruts de scolarisation sont aussi en progression : de 14 à 29 % au Burkina Faso de 2000 à 2010, de 29 à 32,4% en Côte d'Ivoire de 2000 à 2007, et de 60 à 78% au Ghana de 2000 à 2009.

Tous les efforts ont été amoindris par la crise économique des années 1980 liée aux Programmes d'Ajustement Structurel (PAS), la crise sociale de 1990 et aux incertitudes climatiques des années 2000, qui ont fragilisé à la fois le système éducatif et le dynamisme de développement de l'économie nationale de ces pays. En Côte d'Ivoire, à cela s'ajoutent les crises socio-politiques qui depuis 2002 ont fortement affecté l'économie et l'emploi.

Au Burkina Faso et en Côte d'Ivoire, l'offre de formation relève plus de l'initiative privée et la contribution du secteur public demeure encore faible : 73% contre 27% au Burkina Faso par exemple. L'offre publique est également faible en Côte d'Ivoire où le dispositif public de l'enseignement technique et la formation professionnelle (ETFP) ne favorise pas l'accès puisqu'il ne propose que 69 000 places pour 478 964 potentiels demandeurs, soit un rapport de 1 à 6. Cette faible capacité d'accueil est associée à un budget de fonctionnement insuffisant, malgré les efforts des Etats. En effet, les budgets de l'ETFP en 2006 au Burkina Faso, en Côte d'Ivoire et au Ghana sont respectivement de 8%, 6% et 4% du budget global de l'éducation (UNESCO, 2007).

En Côte d'Ivoire, la demande de formation adressée au secteur public en 2006 – 2007 demeure très forte (DPS/METFP, 2008) et se compose de quatre groupes de population : (i) 251.152 jeunes n'ayant pas achevé le niveau primaire ; (ii) 106.973 jeunes qui abandonnent après avoir achevé le primaire ou au cours du secondaire général niveau 1. (iii) 50.840 jeunes qui abandonnent après avoir achevé le secondaire général niveau 1 ou au cours de secondaire général niveau 2 ; (iv) 50.000 ex-combattants et 20.000 ex-miliciens issus de la crise survenue en 2002 (Schuh, Koné et Tano, 2010). Ces deux derniers chiffres ont pu évoluer avec la crise postélectorale de 2011.

En revanche, dans le cas du Ghana, on peut constater que pour le niveau du secondaire inférieur (*Junior High School*), où l'on trouve à la fois une filière générale et une filière d'enseignement

technique et professionnel, une majorité de l'effectif est scolarisée dans l'offre publique (Tableau 3). Par ailleurs, l'effectif connaît une progression constante même si l'offre ne répond pas à la demande du marché du travail.

Tableau 3 : Répartition des effectifs dans le secondaire inférieur (*Junior High School*) pour les secteurs public et privé au Ghana (2003-2010)

Indicateur/ Année	2003/04	2004/05	2005/06	2006/07	2007/06	2008/09	2009/10
Inscriptions Total	919.334	1.010.246	1.041.002	1.132.318	1.132.318	1.285.577	1.301.940
Inscriptions Public	773.982	822.205	883.060	952.151	952.151	1.064.088	1.075.036
Inscriptions Privé	145.352	188.041	157.942	180.167	180.167	221.489	226.906

Source : Republic of Ghana, 2011

Les trois pays ont connu de nombreuses réformes visant une amélioration de la qualité et une augmentation de la quantité de l'offre de formation. Cependant, en Côte d'Ivoire, les politiques d'éducation-formation sont marquées par une incohérence qui ne permet pas d'atteindre les objectifs d'insertion fixés dans les différents plans de développement du secteur de la formation professionnelle: (i) filières et programmes de formation inadaptés aux besoins de l'économie; (ii) équipements pédagogiques et techniques obsolètes et inadaptés; (iii) dispositifs de formation vieillissant, de faible capacité et inégalement répartis; (iv) effectifs insuffisants et inégalement répartis par genre et par filière (Schuh et al., 2010).

En dépit des mesures prises dans les domaines de l'éducation et de la formation, les taux de chômage restent considérables. Le seuil critique de 20% de chômage déterminé par Schuh et al. (2010) est atteint au Ghana. En Côte d'Ivoire, le taux de chômage se situe au-dessus de ce seuil critique pour les titulaires : du BEP (53%), du BTS (42%), du BAC (27%), de la Maîtrise (25%) et du CEPE (22%). Le taux de chômage est en dessous du seuil critique pour les diplômés de niveau Licence (19%), BEPC (16%), BT (13%) et CAP (13%). De tels taux de chômage pourraient s'expliquer par deux facteurs au moins : (i) l'inadaptation des profils de formation aux besoins des entreprises en personnels qualifiés ; (ii) l'orientation du système éducatif vers la formation des cadres pendant que le secteur productif est plus demandeur d'ouvriers spécialisés et d'employés titulaires du CAP et du BT.

C'est pourquoi l'on assiste actuellement à un regain d'intérêt pour la question du DCTP. Au niveau international et régional, de nombreuses organisations comme la CNUCED, le BIT, le FIDA, la Banque mondiale, le G 20, l'Union Africaine et la Banque Africaine de Développement soulignent l'importance de ce champ. Au niveau national, de nombreux pays africains ont récemment mis en place des politiques visant à élargir l'accès à la formation et à en améliorer la qualité.

Dans le cadre de la Triennale de l'ADEA, on observe un changement de perspective, qui va de l'enseignement technique et la formation professionnelle (ETFP) vers le DCTP. Il s'agit d'une vision plus large de la formation, qui inclut les savoirs développés en dehors du système formel de formation, notamment dans le cadre de la formation en entreprise, des programmes non formels et de l'apprentissage familial.

L'existence de données et d'analyses fiables sur le thème du DCTP représente néanmoins un préalable indispensable à la définition et à la mise en œuvre de politiques qui puissent contribuer de manière efficace à l'insertion des jeunes, en milieu rural comme en milieu urbain. Dans le contexte décrit ci-dessus, qu'en est-il de la recherche sur le DCTP ? Comment la recherche dans ce domaine peut-elle aider à la décision politique ? Comment peut-elle contribuer à l'insertion ?

D'une manière générale, la recherche est un secteur financièrement sinistré en Afrique : la conférence de Lagos (1980) recommandait aux Etats de consacrer 1% du PIB à la recherche mais on constate que ce taux n'a jamais été atteint car très peu de moyens publics sont alloués aux activités de recherche (0,05% du PIB en Côte d'Ivoire en 2010). Les moyens mis à la disposition de ce secteur profitent majoritairement à la recherche agronomique, dans le but d'assurer la sécurité alimentaire, et à la santé. Les autres secteurs de la recherche, en particulier en sciences sociales, sont ainsi délaissés et les centres et instituts de recherche des universités publiques n'arrivent pas à fonctionner normalement. Il n'y a quasiment pas de fonds de valorisation et de promotion des chercheurs, surtout des jeunes. La recherche en éducation est par conséquent un secteur très peu attractif aujourd'hui.

La recherche dans le champ de l'éducation et de la formation (publique, privée, nationale, régionale) s'est mise en place dans les années 60 dans le cadre des nouvelles universités. Elle a ensuite, suivant en cela le déclin plus général de la recherche en sciences sociales, tenté de s'adapter aux demandes formulées par les acteurs de la coopération internationale, moteurs des évolutions des politiques éducatives mentionnées ci-dessus. Au milieu des années 1990, la recherche en éducation était déjà considérée comme « négligée et sous-estimée » (ROCARE, 1997). La consultation et la recherche individuelle ont ainsi pris le pas sur la recherche ancrée dans des institutions, reflétant donc insuffisamment les priorités nationales ou régionales. La mise en place de réseaux a été une réponse, qui souffre cependant des faiblesses découlant de la situation précédente.

Dans ce contexte, cette étude a pour objectifs de :

- Inventorier les recherches relatives au DCTP menées au cours des 20 dernières années au Burkina Faso, en Côte d'Ivoire et au Ghana ;
- Identifier les attentes, besoins et demandes en termes de recherche sur le DCTP exprimés par les différents acteurs œuvrant dans ce champ ;
- Elaborer des propositions prioritaires et réalistes pour les recherches à mener.

METHODOLOGIE

Cette partie s'articule autour des sites de collecte des données, de la population enquêtée, des techniques et instruments de collecte des données ainsi que des méthodes d'analyse des informations recueillies dans le cadre des études de cas réalisées en Afrique de l'Ouest.

L'étude a été réalisée principalement dans les capitales où se concentrent près de 75% des structures de décision et les institutions de formation et de recherche. La population enquêtée est composée de :

- Décideurs de la politique éducative nationale ; il s'agit des inspecteurs et directeurs d'administration centrale des différents ministères en charge de l'éducation et de la formation ;
- Partenaires (publics et privés) au développement dans le domaine de l'éducation et de la formation. Il s'agit de la Banque Mondiale, de la GTZ (GIZ), du BIT, du PNUD, de l'AFD, des agences nationales pour la formation et l'emploi, des ONG³ ;
- Centres et institutions de recherche ;
- Bénéficiaires de la politique éducative et offreurs de formation ; il s'agit du patronat « moderne », des Chambres de Commerce et d'Industrie, des Chambres des Métiers, des syndicats.

La technique d'échantillonnage par choix raisonné a été utilisée pour identifier les enquêtés, qui ont été sélectionnés selon leur fonction et leur expérience, afin de recueillir des informations pertinentes et de qualité.

Deux techniques de collecte des données ont été privilégiées : la recherche documentaire et les entretiens. En ce qui concerne la recherche documentaire, la recherche est fondée essentiellement sur les documents répertoriés, pour ces 20 dernières années, dans les centres de documentation et d'information, notamment au niveau des organisations d'appartenance des acteurs enquêtés. D'autres documents ont été collectés auprès de personnes ressources. La recherche documentaire a consisté à collecter des thèses, mémoires, études et autres publications réalisés par des chercheurs, chargés d'études, administrateurs ou gestionnaires de l'éducation. Elle a permis de retenir un total de 307 documents répartis comme suit : 151 documents au Burkina Faso, 36 documents en Côte d'Ivoire et 120 documents au Ghana pour ces 20 dernières années (1991-2011).

Les entretiens visaient à recueillir les connaissances des acteurs par rapport aux activités de recherche sur le DCTP et à analyser leurs attentes, besoins et demandes en termes de recherche sur le domaine. Les thèmes de recherche identifiés par le biais des entretiens ont été validés et complétés au cours d'un atelier de restitution qui a rassemblé au niveau de chaque pays les principaux acteurs du DCTP.

³ Notons qu'en Côte d'Ivoire, la crise politique survenue en 2011 a affecté la collecte des données puisque certaines organisations internationales comme le PNUD ont fermé temporairement leurs bureaux.

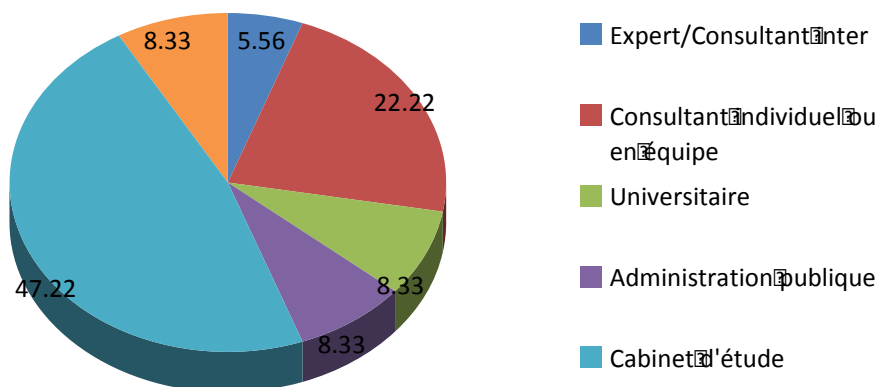
INVENTAIRE DES RECHERCHES CONDUITES AU COURS DES 20 DERNIERES ANNEES

L'inventaire des recherches conduites au cours des 20 dernières années sur le DCTP, se structure autour des thèmes suivants : acteurs, conditions de production, thèmes, approches et évolution.

Acteurs de la recherche

On distingue différentes catégories d'acteurs de la recherche constituées d'experts et consultants des organisations internationales, de consultants individuels ou en équipe, d'universitaires, de chercheurs ancrés dans l'administration publique et d'experts indépendants internationaux et nationaux. L'analyse des documents rassemblés montre que les cabinets d'étude dominent la production. Suivent immédiatement les consultants individuels ou en équipe. Le graphique 1, produit à partir des données de la Côte d'Ivoire, illustre la tendance rencontrée dans l'ensemble des trois pays.

Graphique 1 : Répartition des acteurs de la recherche en Côte d'Ivoire



Source : données de l'étude

La recherche académique s'intéresse très peu à la question du DCTP pour la période 1991-2011. Au niveau universitaire, on trouve avant tout des travaux de fin de cycle (maîtrise et doctorat) produits dans l'interaction étudiants-enseignants, Ce type de travaux représente 8% des documents consultés en Côte d'Ivoire et 29% au Burkina Faso. La production d'articles scientifiques demeure très faible dans ces deux pays : seulement 4% des documents examinés au Burkina Faso et 0% en Côte d'Ivoire (le DCTP n'apparaît ni dans la Revue Ivoirienne des Sciences de l'Education de l'Ecole normale supérieure (ENS) depuis une décennie, ni dans la Revue des Sciences et Technologie de l'Institut pédagogique national de l'enseignement technique et professionnel (IPNETP)). Au niveau sous-régional, la revue du ROCARE (JERARE), qui paraît depuis 2008, ne compte aucun article sur le DCTP⁴.

⁴ Notons toutefois que 10% des petites bourses de recherche accordées par le ROCARE au cours des cinq dernières années traitent des liens entre éducation et emploi.

Ainsi, les études réalisées au Burkina Faso, en Côte d'Ivoire et au Ghana mettent en relief un phénomène de "désanctuarisation" de la recherche sur le DCTP, qui est réalisée en dehors de l'université par des bureaux d'études recourant aux compétences des universitaires.

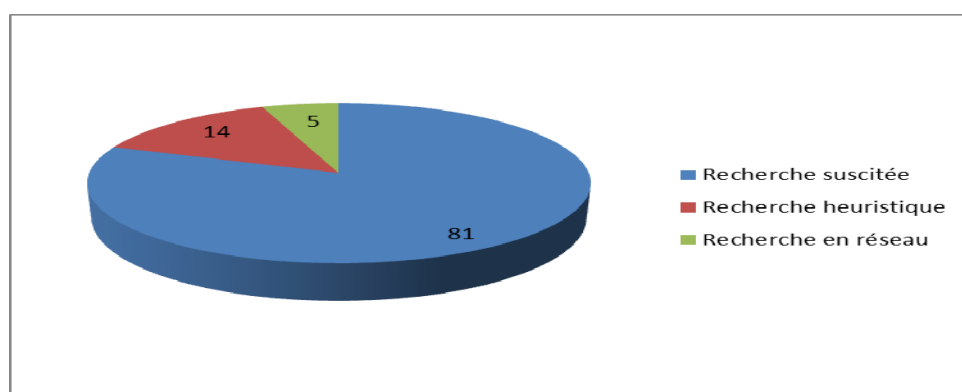
Comme dans ces trois pays, la recherche académique est minoritaire en Amérique Latine et en Afrique du Sud. Ce sont les études commanditées par les structures étatiques et internationales qui forment la plus large partie des études recensées. Notons toutefois qu'en Afrique du Sud, la recherche sur le DCTP s'est fortement développée depuis 2003. En Amérique Latine, il existe des centres de recherches, publics et privés, qui fonctionnent avec le soutien du système national de recherche académique et/ou des universités.

Conditions de production de la recherche

Dans les trois pays ouest africains, la majorité des recherches est suscitée (graphique 2). Dans la plupart des cas, ces études sont réalisées de façon fragmentaire et ne visent qu'à répondre à des préoccupations ponctuelles identifiées par les bailleurs de fonds en accord avec les gouvernements. Cette recherche suscitée est majoritairement financée par l'Etat, à travers les institutions nationales de la formation professionnelle, et les partenaires techniques et financiers (PTF) : respectivement 53% et 28% des études recensées en Côte d'Ivoire. Dans ce pays, les principaux bailleurs de fonds internationaux actifs identifiés dans le domaine du DCTP sont, au niveau multilatéral, la Banque mondiale, la BAD, le BIT et, au niveau bilatéral, l'AFD et la GTZ. Au Burkina Faso, ce sont, au niveau multilatéral, la Banque mondiale, le PNUD, le BIT et l'UNICEF, et, au niveau bilatéral, l'AFD et les agences de coopération autrichienne, suisse, luxembourgeoise, taïwanaise et danoise.

Le recrutement de l'expertise (bureaux ou cabinets d'étude, ou encore consultants indépendants) obéit aux règles de passation de marché de prestation intellectuelle ou à la procédure du "gré à gré". Ces démarches affectent la liberté des consultants, qui n'est pas complète par rapport aux analyses produites. De plus, l'examen des domaines de recherche démontre un conformisme reflétant les besoins des commanditaires. Ainsi, les domaines révélés par la recherche procèdent-ils plus de l'aléa que d'une politique de recherche.

Graphique 2 : Conditions de production de la recherche en Côte d'Ivoire



Source : données de l'étude

Thèmes traités

Les trois études de cas réalisées en Afrique de l'Ouest montrent que les thèmes de recherche sont centrés soit sur les questions de fonctionnement interne des systèmes de formation, soit sur des

tendances thématiques proposées au fil des ans par les partenaires au développement. Les thèmes sont également focalisés sur des études ponctuelles débouchant sur des projets n'ayant pas de rapport avec des politiques à caractère systémique.

Parmi les thèmes abordés au Burkina Faso (tableau 4), les plus récurrents sont ceux relatifs à l'analyse du dispositif institutionnel, réglementaire et la conception des référentiels de formation, qui concernent 42% des recherches. Ensuite viennent ceux relatifs aux enjeux et rôles de formation (17%), à l'adéquation formation-emploi (11%) et la formation continue (9%). On remarque que les thèmes en rapport avec la recherche dans l'éducation et la formation, l'impact de la formation, l'accès et même le financement de la recherche sur le DCTP sont abordés par seulement 1% des études recensées.

Tableau 4 : Répartition des études recensées selon le thème de 1990 à 2010 au Burkina Faso

Thèmes abordés	Nombre d'études	Pourcentage
Dispositif, conception des référentiels et programmes de formation	63	42
Rôles et enjeux de la formation	27	17
Adéquation formation emploi (pertinence)	17	11
Formation continue dans les organisations	13	9
Insertion des sortants des systèmes de formation	08	5
Orientation dans les filières de formation	08	5
Financement de la formation	04	3
Accès à la formation	03	2
Effets ou impact de la formation	03	2
La recherche dans l'éducation et la formation	02	1
Autres	03	2
Total	151	100

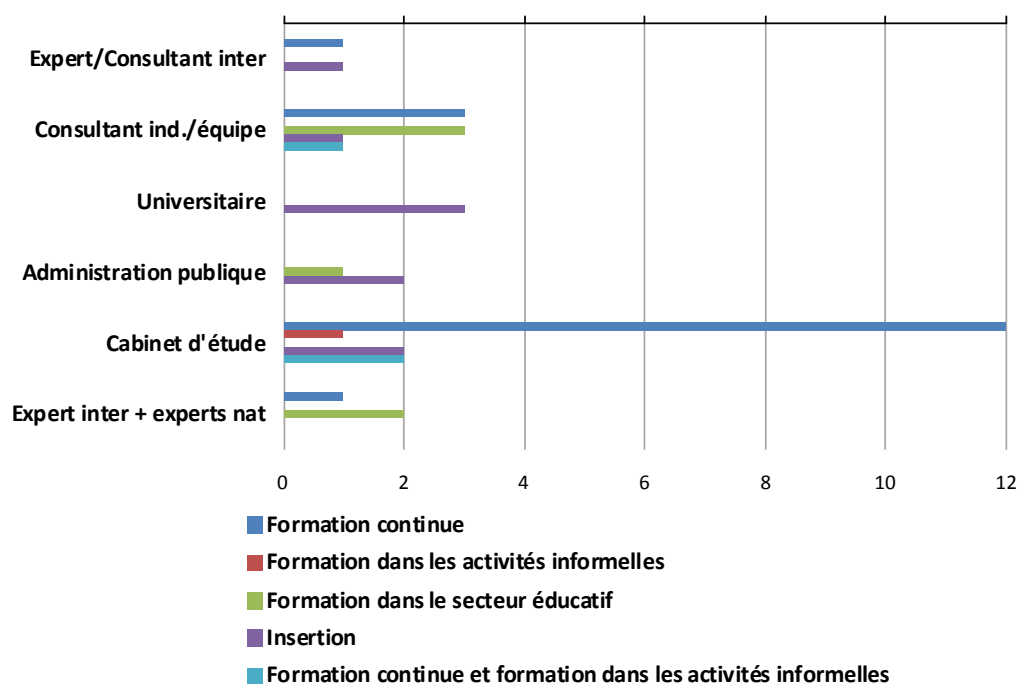
Source : données de l'étude

Les thèmes traités au Ghana portent essentiellement sur la coordination du champ de l'ETFP, l'accès à l'ETFP, le financement, la définition et la mise en œuvre des politiques, les conditions de formation (infrastructure, qualité de la formation et qualifications des formateurs) et la stigmatisation dont continuent de faire l'objet les filières de formation par rapport aux filières générales.

Dans le cas de la Côte d'Ivoire (graphique 3), le thème dominant de la recherche est la formation continue, ce qui peut s'expliquer par le fait que la principale agence nationale de formation (Fonds de développement de la formation professionnelle, FDFP) a commandité de nombreuses études pour

identifier les besoins de formation en entreprise. La formation dans le secteur éducatif vient en seconde position dans les thèmes abordés par la recherche. En revanche, les thèmes relatifs à l'insertion et aux activités informelles sont très peu abordés par la recherche.

Graphique 3 : Répartition des thèmes selon les acteurs de la recherche en Côte d'Ivoire



Source : données de l'étude

Compte tenu de l'importance du rôle joué par les structures étatiques nationales, les organisations internationales et les banques multilatérales en tant que commanditaires de la recherche, les thèmes qui apparaissent le plus souvent dans les études sont directement liés à la mise en œuvre des stratégies de ces acteurs. C'est également le cas en Amérique Latine où l'éducation et le développement des compétences professionnelles, l'enseignement technique secondaire et tertiaire, l'évaluation de politiques et/ou de programmes de formation professionnelle ou de formation pour le travail, qui sont les thèmes les plus communs aux études recensées, sont également ceux des réformes mises en œuvre depuis les années 1990.

En Afrique du Sud, les principaux thèmes de recherche sont l'analyse des besoins de formation des entreprises, la cohérence aux niveaux institutionnel, systémique et politique, les déconnexions entre éducation et marché du travail, le désalignement du Cadre national de qualifications (*National Qualifications Framework*), l'impact du système d'apprentissage, les efficacités au niveau structurel et dans les domaines de la gestion et du recrutement, et la capacité des ressources humaines de faire face aux réformes institutionnelles.

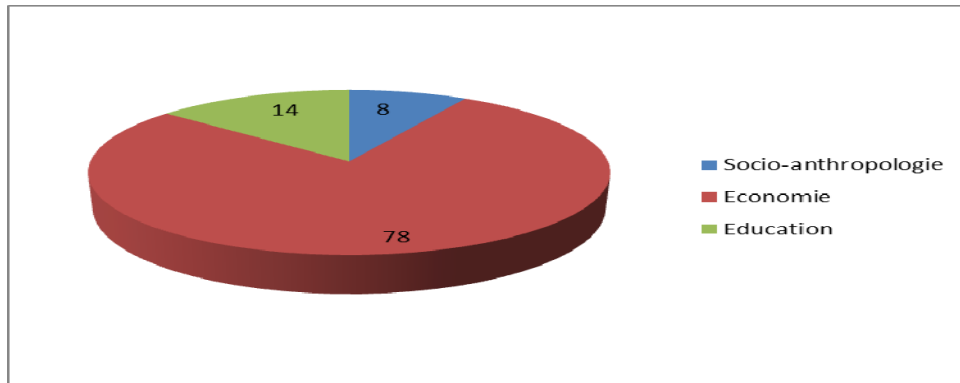
Approches de la recherche

En ce qui concerne les approches privilégiées, les travaux de recherche collectés et analysés dans les trois pays ouest africain présentent une configuration identique qui peut s'illustrer par l'exemple

type de la Côte d'Ivoire. Le domaine qui prédomine est celui de l'économie (macroéconomie et microéconomie). Les approches qui suivent relèvent de l'éducation (dispositif de formation, pédagogie, didactique) avec 14% des études recensées et de la socio-anthropologie (comportements dans l'organisation) avec 8%.

Ces études s'inscrivent dans le modèle de la recherche-action au Burkina Faso alors qu'en Côte d'Ivoire, elles utilisent plus l'approche diagnostique que l'approche critique.

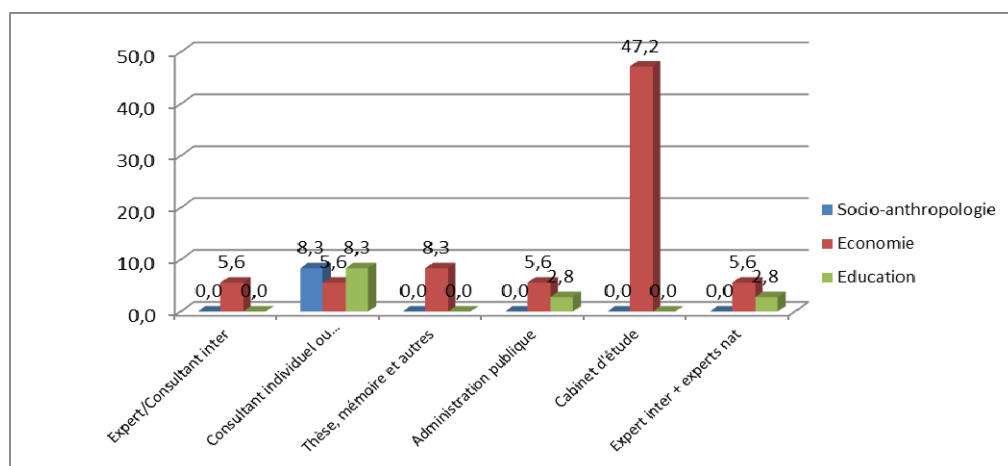
Graphique 4 : Les approches disciplinaires dans la recherche en Côte d'Ivoire



Source : données de l'étude

La ventilation des acteurs selon le domaine de recherche (graphique 5) montre que les études centrées sur une démarche économique sont majoritaires, voire monopolisent les productions de tous les acteurs, à l'exception des consultants. C'est dans ce groupe d'acteurs que l'on trouve la plus grande diversité d'approches et c'est le seul qui utilise l'approche socio-anthropologique.

Graphique 5 : Répartition des approches de recherche selon les acteurs en Côte d'Ivoire



Source : données de l'étude

La présence de l'approche économique est nécessaire dans le champ du DCTP, compte tenu de sa proximité avec celui du travail et de la production. Toutefois, dans la mesure où cette approche est

celle qui prédomine dans plus de trois études sur quatre, il reste peu de place pour les autres approches nécessaires à l'analyse de ce champ : l'éducation et la socio-anthropologie, mais également la socio-linguistique, le droit, l'histoire (institutionnelle et économique), les sciences politiques, la démographie et la statistique. On peut également questionner la capacité des acteurs qui produisent la plus grande partie des recherches – cabinets d'étude et consultants – à favoriser une démarche interdisciplinaire, c'est-à-dire le travail en commun d'une équipe de chercheurs de différentes disciplines.

La prédominance d'une approche macroéconomique dans l'analyse du champ du DCTP n'est pas une spécificité ouest africaine. Elle doit toutefois être interrogée car, comme le rappelle McGrath "Les systèmes de formation sont peuplés de personnes et d'apprenants qui en fin de compte sont au cœur de l'EPFT. Il est clair que cela soulève des questions méthodologiques : quels sont les acteurs dont les perspectives sont reflétées par la recherche ? Quels sont les savoirs concernant l'EPFT qui sont privilégiés et quels sont ceux qui sont passés sous silence ?" (McGrath, 2011, notre trad.).

En Amérique Latine, les évaluations des politiques et des programmes de formation professionnelle représentent la plus large part des études recensées. La plupart de ces évaluations sont axées sur les questions d'efficacité externe et mesurent, par le biais d'études de suivi des élèves ayant participé à des programmes de formation, l'impact de ces derniers sur l'emploi et l'employabilité. On trouve également de nombreuses études qui portent sur l'analyse des réformes de l'enseignement secondaire technique mises en œuvre dans de nombreux pays d'Amérique Latine depuis le début des années 2000 et sur l'émergence de l'enseignement technique tertiaire. Au-delà des évaluations, qui portent sur une partie ou une sous-partie du système, quelques études ont pour objectif d'analyser le système de DCTP dans sa totalité.

Les études produites par les acteurs académiques se distinguent par l'usage plus fréquent de méthodes qualitatives, et par le fait qu'elles tendent à interroger les hypothèses sur lesquelles sont fondées les politiques, qui ne sont pas remises en question par les autres types d'études. Par exemple, certaines études analysent a) les trajectoires d'acteurs, les stratégies mises en œuvre par les acteurs par rapport aux dispositifs de formation, b) la mise en œuvre des politiques et le rôle joué par les acteurs qui y prennent part aux différents niveaux des programmes, c) les conditions sociopolitiques et culturelles dans lesquelles les programmes sont mis en œuvre, d) les relations entre discours et action aux différents niveaux de système.

Alors que les évaluations se fondent sur la théorie du capital humain, les recherches de type académique s'efforcent de mettre en évidence les bénéfices sur le plan social que les participants aux programmes de formation peuvent obtenir, au-delà des bénéfices économiques. D'autres études questionnent les liens entre le niveau éducatif, l'offre de formation et l'inclusion dans l'emploi. Elles mettent en relief la complexité de l'insertion professionnelle des jeunes et soulignent que la formation ne peut à elle seule créer des emplois. Les liens entre ETEP et enseignement général, et la formation en dehors des dispositifs formels, notamment dans le secteur informel, sont deux autres thèmes que l'on retrouve dans les recherches produites par les acteurs académiques.

Evolution de la recherche au cours des 20 dernières années

L'évolution des études au cours des 20 dernières années au Burkina Faso (tableau 5) montre un accroissement de la production au cours de la deuxième décennie (2000-2010) avec 74% des travaux recensés.

Tableau 5 : Evolution de la production des études par quinquennat de 1990 à 2010 au Burkina Faso

Année	1990 - 1995	1996- 2000	2001 - 2005	2006- 2010	Total
Nombre de productions	19	20	51	61	151
Pourcentage	13%	13%	34%	40%	100%

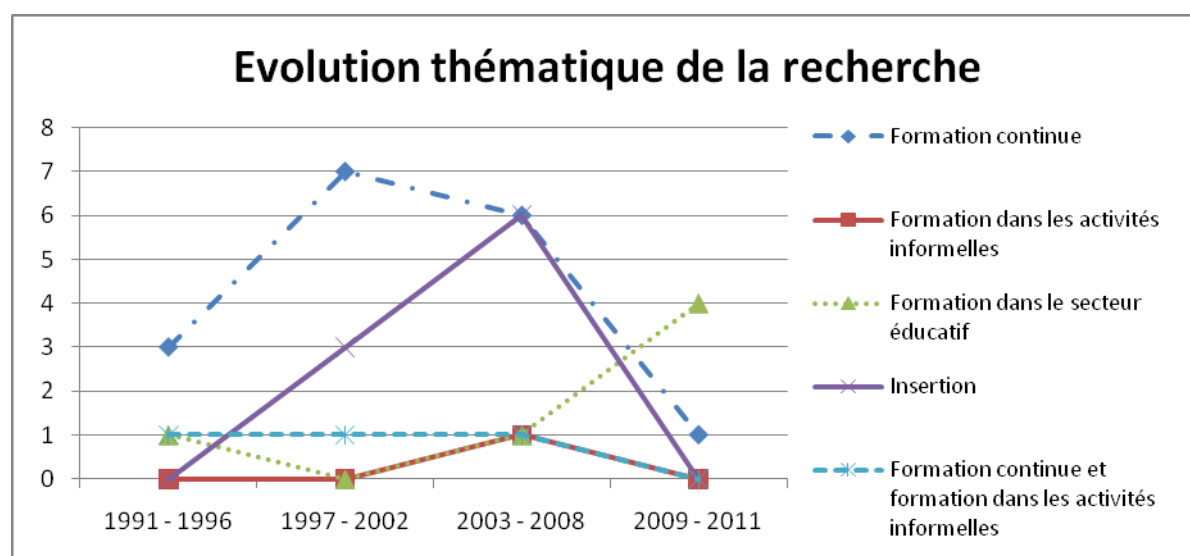
Source : données de l'étude

Dans le cas de la Côte d'Ivoire, l'analyse de l'évolution de la recherche fait apparaître un renversement des priorités en matière de thématiques (graphique 6). En effet, si les préoccupations au début des années 1990 concernaient avant tout la formation continue et, accessoirement, l'éducation, la première décennie des années 2000 voit revenir au premier plan les questions fondamentales de la maîtrise du système éducation-formation. En effet, après avoir cédé le champ de la réflexion aux préoccupations de compétitivité globale de l'économie ivoirienne et plus tard à celles du traitement des conséquences sociales des crises économique et sociopolitique, l'on note un regain d'intérêt en matière d'éducation-formation.

Cependant, au-delà de cette tendance d'ensemble, le graphique pointe trois singularités concernant l'évolution thématique de la recherche :

- Alors qu'elle occupait l'essentiel du champ de la réflexion jusqu'à la fin des années 1990, la formation continue décline vertigineusement ;
- Consécutivement au traitement social du chômage (Plan national de l'emploi de 1991, politique des fonds sociaux en 1995, Plan de relance de l'emploi de 2000) puis aux années de crise socio politique, la question de l'insertion devient dominante. Toutefois, cette thématique de recherche décline au profit de programmes-actions dans le secteur de l'éducation comme ceux du type Désarmement Démobilisation Réinsertion (DDR) ;
- La recherche centrée sur les activités informelles est rare, en dépit de l'importance de ce secteur pour l'économie.

Graphique 6 : Evolution thématique de la recherche en Côte d'Ivoire



Source : données de l'étude

L'étude réalisée en Afrique du Sud propose une intéressante analyse de l'évolution de la recherche sur le DCTP depuis la fin de l'apartheid. Trois périodes sont distinguées : « La période de construction », « Les premières critiques » et « La déconstruction, une nouvelle phase ». La première s'étend de 1994 à 2003. Elle se caractérise par une étroite proximité entre la production de recherche et la mise en œuvre des politiques. En effet, le développement des compétences (*skills development*) est au centre de la stratégie de développement post-apartheid, et la priorité est de produire les données – essentiellement quantitatives – sur lesquelles pourront s'appuyer les nouvelles politiques de DCTP, destinées à remplacer les systèmes différenciés de l'apartheid. Les organisations para-étatiques, les institutions privées et, dans une moindre mesure, les universités, sont les principaux moteurs de la production de recherche. C'est également au cours de cette période que sont mis en place des systèmes de production de données sur les besoins des entreprises.

Entre 2003 et 2009, au cours de la seconde période, les politiques sont désormais dans la phase de mise en œuvre. On assiste à une distanciation entre la recherche et les politiques. On observe également un développement important de la recherche académique, qui adopte une posture critique par rapport aux politiques mises en œuvre. Un certain nombre d'hypothèses sur lesquelles se fondent les politiques sont questionnées : les liens entre éducation et croissance économique, entre éducation et réduction de la pauvreté, entre éducation et travail. La période des premières critiques se prolonge, à partir de 2009, par celle de « La déconstruction, une nouvelle phase ». Cette dernière se caractérise par un rapprochement des chercheurs et des décideurs politiques, ainsi que par une prise de distance par rapport au corpus de données développé au cours des périodes précédentes.

ATTENTES, BESOINS ET DEMANDES EN TERMES DE RECHERCHE

L'analyse des informations collectées auprès des décideurs des politiques d'éducation et de formation, des structures de financement et d'appui technique, des structures de formation/formateurs et des bénéficiaires permet de mettre en évidence les attentes, besoins et demandes en termes de recherche sur le DCTP.

Au Burkina Faso, les demandes d'études concernent trois niveaux :

- La réalisation d'études sectorielles en vue de comprendre les difficultés, les potentialités et surtout les besoins présents et futurs en compétences et en qualifications à développer ;
- Le développement des référentiels et des programmes de formation ;
- Le suivi des sortants en vue de disposer d'informations sur leur trajectoire et l'évaluation de la qualité des contenus de formation.

En Côte d'Ivoire, l'analyse des entretiens conduit à identifier six catégories d'attentes, besoins et demandes classés par ordre d'importance: (i) Qualité de la formation ; (ii) Gouvernance, institution, partenariat ; (iii) Connaissance du marché de l'emploi ; (iv) Réforme des curricula ; (v) Recherche participative ; (vi) Certification.

L'analyse des documents au Ghana a mis en exergue cinq catégories d'attentes, besoins et demandes en recherche contribuant à la mise en œuvre des objectifs suivants :

- Créer un système d'offre de ressources humaines flexible et réceptif à l'évolution des conditions du marché du travail ;
- Produire une force de travail qualifiée et de haut niveau qui permettra aux industries, produits et services du Ghana d'être plus compétitifs sur le marché local et global ;
- Accroître les revenus, en particulier des groupes les plus vulnérables, par le biais de la formation, de l'apprentissage tout au long de la vie et de l'intégration dans l'économie moderne ;
- Contribuer à l'augmentation des revenus des échanges internationaux par la mobilité de la main d'œuvre qualifiée sur les plans régional et mondial ;
- Contribuer au maintien de la stabilité économique et politique.

PROPOSITIONS PRIORITAIRES POUR LES RECHERCHES A MENER ET CONDITIONS REQUISES

Les données du Burkina Faso permettent d'identifier 14 propositions prioritaires de recherche que l'on peut classer en quatre catégories (tableau 6). Les propositions qui font référence à la demande, à l'offre et au management sont celles qui apparaissent le plus souvent. Par contre, les questions de DCTP dans le secteur informel, celui de l'agriculture et dans le domaine de l'entrepreneuriat féminin sont encore mineures en tant que centres d'intérêt de la recherche alors même que ces deux dimensions sont déterminantes dans l'économie du pays.

Tableau 6 : Répartition des propositions prioritaires de recherche au Burkina Faso

Demande	Offre et Management	Didactique de la formation	Autres
La qualité de l'offre de formation	La problématique du financement de la formation, notamment le partenariat public-privé	L'élaboration de nouveaux référentiels	L'utilisation des résultats de la recherche
Les déterminants de la demande de formation	Le dispositif accompagnement insertion	La mise en œuvre de l'approche par compétences	Le secteur informel et la formation
Les obstacles à l'accès à la formation professionnelle	Le dispositif accompagnement insertion		L'entrepreneuriat féminin
Le répertoire des métiers	La décentralisation et la formation professionnelle		La pertinence des innovations

Source : données de l'étude

En ce qui concerne le Ghana (tableau 7), les recherches à conduire dans le cadre de l'ETFP pour l'avenir sont orientées autour de :

- Questions générales de préférence disciplinaire et de discrimination entre les sciences et la technologie ;
- Méthodes d'enseignement des sciences et de la technologie ;

- Financement « classique », management institutionnel, pertinence et articulation des formations avec le monde de l'entreprise ainsi que stratégies pédagogiques performantes pour développer le couple formation-apprentissage.

Tableau 7 : Répartition des propositions prioritaires de recherche au Ghana

Thèmes	Questions de recherche possibles
Science et technologie	
Sciences sociales versus sciences dures dans les écoles	<p>Pourquoi les étudiants choisissent-ils les sciences sociales plutôt que les sciences dures ?</p> <p>Les articulations entre l'enseignement des sciences aux niveaux primaire, secondaire et tertiaire sont-elles adaptées ?</p> <p>Quels sont les besoins du marché du travail ?</p> <p>Le ratio actuel 60:40 entre les sciences sociales et les sciences dures doit-il être maintenu dans l'enseignement ?</p> <p>Comment cela affecte-t-il les tendances du marché du travail au Ghana ?</p>
Enseignement des sciences à l'école	<p>Comment faire pour que les laboratoires reçoivent l'attention requise, sachant qu'il est peu probable que des financements importants seront soudainement disponibles à cette fin ?</p> <p>Que peuvent faire les établissements pour garantir que l'équipement soit entretenu et/ou mis à jour ?</p> <p>Existe-t-il des méthodes moins dépendantes des ateliers que les enseignants peuvent employer ?</p>
ETFP	
Financement du sous-secteur de l'ETFP	<p>Comment peut-on assurer une source de financement soutenable et prévisible pour l'ETFP et les activités du Conseil pour l'enseignement et la formation techniques et professionnels (<i>Council for Technical and Vocational Education and Training, COTVET</i>) ?</p> <p>Le COTVET peut-il augmenter ses fonds propres ? Si oui, comment ?</p>

Le schéma de l'apprentissage	<p>Le modèle actuel du schéma de l'apprentissage est-il la meilleure clé pour l'avenir ?</p> <p>L'accent devrait-il être placé ailleurs que sur la gratuité de la formation, les salaires et les boîtes à outils ?</p> <p>Comment garantir que les maîtres-artisans soient formés de manière adéquate ?</p> <p>Quelles sont les implications inter-sectorielles de ce schéma ? Comment mettre en place un suivi et une évaluation efficaces de ce schéma ?</p>
Pertinence de l'ETFP	<p>Les diplômés de l'ETFP sont-ils ceux que les employeurs recherchent ?</p> <p>L'enseignement technique peut-il satisfaire ce besoin de façon adéquate ? Le curriculum et l'équipement actuels sont-ils obsolètes ? Comment les projets de révision du curriculum progressent-ils ? Comment les instructeurs peuvent-ils garder le contact avec les besoins de l'industrie pour garantir qu'ils forment des étudiants avec les qualifications requises ? Comment les liens entre le personnel et les élèves peuvent-ils être utilisés pour améliorer la pertinence de l'enseignement technique ? Comment les ressources de l'industrie peuvent-elles être mises à contribution pour améliorer la pertinence et la qualité ?</p>
Le rôle du COTVET	<p>Comment le COTVET peut-il gérer et coordonner de manière efficace les prestataires de service dans le sous-secteur de l'ETFP pour garantir cohérence et efficacité ?</p> <p>Le rôle de COTVET et ses responsabilités ont été clairement définis. Cependant, comment garantir qu'il est capable et est autorisé à jouer ce rôle ? Quel rôle les autres ministères ont-ils à jouer ? Quel est le rôle du secteur privé dans le COTVET et comment peut-il être renforcé et rendu plus efficace ?</p> <p>Quelles devraient être les claires responsabilités des ministères et des agences pour améliorer l'ETFP au niveau du pays et les activités de COTVET ?</p>

Dans le cas de la Côte d'Ivoire (tableau 8), la recherche à développer sur le DCTP s'articule autour de trois thèmes :

- La connaissance du marché du travail et des métiers particulièrement dans le secteur de l'agriculture ;
- Les capacités managériales institutionnelles et l'articulation de la formation avec le monde de l'entreprise ;
- Les stratégies pertinentes de formation pour le renforcement du DCTP.

Tableau 8 : Répartition des propositions prioritaires de recherche en Côte d'Ivoire

Thème 1 : Connaissance du marché du travail	Thème 2 : Gouvernance, institution, partenariat	Thème 3 : Qualité de la formation
Domaines d'activités porteurs d'emploi	Objet de la politique de formation : insertion ou développement des compétences	Type de collaboration entre milieu professionnel et milieu de la formation
Disponibilité et accessibilité des terres cultivables	Contribution des bailleurs de fonds au développement des compétences	Formation des formateurs
Choix professionnel des diplômés des écoles agricoles	Potentialité économique des régions et développement de la formation professionnelle	Choix pédagogique
Métiers et compétences en formation agricole	Rôle des entreprises dans la formation professionnelle	Adéquation formation-exigences des différents corps de métiers en agriculture
Besoins de compétences et renforcement des capacités	Planification de la formation et de l'emploi	Le rôle du secteur professionnel dans la formation professionnelle
Relation recrutement-emploi	Perception de l'ETFP chez les apprenants	Pertinence du programme de formation
Renforcement des capacités des ressources humaines du secteur informel		
Formation professionnelle et performance institutionnelle		
Insertion professionnelle et reconversion des diplômés		

Les propositions prioritaires de recherche sur le DCTP qui se dégagent pour ces trois pays peuvent se résumer autour de cinq axes :

- Offre et gestion institutionnelle du DCTP : financement, planification, développement régional de la formation, gouvernance ;
- Demande de formation par la connaissance des activités productives et des besoins du marché du travail ;

- Valorisation de l'offre en DCTP, en particulier dans le secteur informel et l'agriculture ;
- Stratégies didactiques et pédagogiques fondées sur l'élaboration de référentiels plus pertinents et mieux adaptés au contexte de développement industriel et économique ;
- Insertion professionnelle des diplômés.

CONCLUSION

Les études réalisées au Burkina Faso, en Côte d'Ivoire et au Ghana montrent que la recherche commanditée – par les institutions de l'Etat, par les organisations internationales et par les agences de coopération bilatérale – domine nettement la production dans le champ du DCTP. Les cabinets d'études et les consultants sont les principaux producteurs de la recherche dans ces pays. Accessoirement, ces productions sont accompagnées par des contributions de cadres nationaux universitaires responsables d'administration centrale. Celles-ci alimentent surtout l'état des lieux de l'emploi et des politiques d'aide à l'embauche. Les acteurs académiques sont minoritaires, ce qui confirme l'hypothèse de désinstitutionnalisation de la recherche observée de manière générale dans le domaine des sciences sociales dans la région. Cette situation présente un tableau de la recherche en DCTP constitué d'une juxtaposition d'études ponctuelles et à court terme. Ces études présentent des limites car elles ne parviennent pas à cerner un objet systémique comme le DCTP.

Les thèmes les plus abordés par la recherche sont ceux qui sont directement en lien avec les politiques et les programmes mis en œuvre par les commanditaires. L'approche qui domine est celle de la macroéconomie.

Comme dans ces trois pays, la recherche commanditée et l'approche macroéconomique sont prépondérantes en Afrique du Sud et en Amérique Latine. Toutefois, les productions académiques sont plus nombreuses.

Les études réalisées en Afrique de l'Ouest montrent qu'il existe un décalage entre les recherches disponibles et les demandes et attentes prioritaires des acteurs du DCTP. Les propositions prioritaires qui se dégagent des entretiens avec ces acteurs concernent :

- La gestion institutionnelle : financement, planification, développement régional de la formation, gouvernance ;
- L'analyse des demandes fondée sur la connaissance des activités productives et des besoins du marché du travail ;
- Une meilleure compréhension du secteur informel et de l'agriculture ;
- Le développement de curricula mieux adaptés au contexte ;
- L'insertion professionnelle des diplômés.

Ces propositions prioritaires de recherche confirment l'importance d'une approche pluridisciplinaire des questions de DCTP. De plus, elles montrent qu'il est attendu de la recherche qu'elle puisse alimenter la mise en œuvre des politiques et programmes à différentes étapes : au moment de leur définition, notamment par l'apport de données concernant les métiers et les besoins du marché du travail, au stade de la mise en œuvre, pour permettre l'élaboration de référentiels adaptés au contexte, et pour le suivi, avec des analyses portant sur l'insertion professionnelle des diplômés. La recherche a également un rôle à jouer pour une meilleure compréhension et prise en compte du secteur informel et de l'agriculture, qui occupent une place prépondérante dans l'économie des trois pays étudiés.

Quelles sont les conditions pour que la recherche puisse répondre aux attentes et demandes exprimées par les acteurs du DCTP ? Premièrement, tant l'étude sur l'Amérique Latine que celle sur l'Afrique du Sud soulignent l'importance des mécanismes permanents de production d'information et de suivi, non seulement pour la prise de décision politique mais aussi pour les chercheurs.

Deuxièmement, faciliter la recherche académique représente un moyen de réduire le décalage mis en évidence par cette étude entre les recherches disponibles et les propositions prioritaires exprimées par les acteurs du DCTP. Il apparaît en effet indispensable de favoriser l'émergence d'une

communauté de chercheurs stable et capable de se renouveler. Les recherches suscitées par les institutions de l'Etat et les organisations internationales sont nécessaires pour assurer un suivi des politiques et programmes qu'elles financent et mettent en œuvre. En revanche, en privilégiant une approche de type macroéconomique, elles ne permettent pas une analyse des multiples dimensions du DCTP, qui requiert des équipes de chercheurs interdisciplinaires. Les recherches qualitatives, qui mettent les acteurs au centre de l'analyse, sont nécessaires, notamment pour l'analyse du secteur informel et de l'agriculture, largement ignorés actuellement. De plus, la recherche commanditée, par définition, ne permet pas une distanciation par rapport aux présupposés qui fondent les programmes et politiques, condition pour identifier et dépasser leurs limites. Finalement, seule une communauté de chercheurs stables est à même de pouvoir participer aux discours internationaux, les analyser et les adapter aux contextes nationaux et régionaux.

Le potentiel de la recherche académique, par rapport à la recherche commanditée développée par les cabinets d'études et les consultants, est important de par ses capacités à :

- Prendre en compte les multiples dimensions du DCTP ;
- Compléter/questionner les données quantitatives disponibles par la production d'informations qualitatives, ce qui permet de comprendre comment les programmes et les politiques sont mis en œuvre, quels sont leurs effets sur les bénéficiaires et comment ils sont réappropriés ;
- Développer les savoirs concernant des secteurs trop souvent négligés comme les secteurs informel et agricole ;
- S'approprier et adapter les discours et politiques internationaux au contexte national ;
- Produire une analyse critique des présupposés sur lesquels se fondent les politiques et programmes, ce qui contribue à leur renouvellement.

Compte tenu du phénomène de désinstitutionnalisation de la recherche observé dans les trois pays enquêtés, quelles plateformes sont-elles propices au développement d'une communauté de chercheurs sur le DCTP ? Les réseaux pourraient apporter une réponse, mais leur pérennité et leur légitimité dépendent de l'existence d'une base institutionnelle qui, à ce jour, est insuffisante. L'institutionnalisation de la recherche académique dépend du financement de cette dernière, qui est encore faible et ne correspond pas aux engagements du plan d'action de Lagos (1980) qui recommandait une proportion de 1% du PIB. Elle est aussi liée à une question de gouvernance de la recherche universitaire et à la valorisation des produits de la recherche.

Les analyses développées dans le cadre de cette étude permettent de faire les propositions suivantes : en premier lieu, les similitudes rencontrées dans les trois pays d'Afrique de l'Ouest, où la recherche sur le DCTP est encore faible, conduisent à suggérer une mutualisation des résultats disponibles sous la forme d'une bibliothèque accessible en ligne. En effet, cette mise en commun favoriserait le partage des résultats et présenterait l'avantage de contribuer à la compréhension de ce champ dans les différents pays. Cette option pourrait ainsi permettre d'identifier des perspectives communes de recherche et d'envisager des études transnationales sur le DCTP.

En deuxième lieu, l'agenda de recherche prioritaire esquissé avec les acteurs du champ du DCTP en Afrique de l'Ouest mériterait d'être validé et précisé par l'organisation d'un forum au niveau régional, qui aboutirait à la définition d'une plateforme permettant de définir des priorités pour des programmes de recherche capables de mobiliser les ressources humaines et financières indispensables à leur succès. La présence de chercheurs sud-africains et latino-américains serait profitable aux débats d'un tel forum.

Finalement, des leçons pourraient être tirées d'expériences de réseaux qui se sont constitués dans la région dans d'autres champs, en particulier ceux de la santé et de l'agriculture.

BIBLIOGRAPHIE

McGrath, S. (2011), « Building a Conversation for the UKFIET Conference ». Unpublished document.

Programme des Nations Unies pour le Développement (2006, 2009), *Rapport mondial sur le développement humain*, PNUD, New York.

Republic of Ghana (2011), *Education in Ghana : Improving Equity, Efficiency and Accountability of Education Service Delivery*, Document of the World Bank, Accra.

ROCARE (1997), *Négligée et sous-estimée, la recherche en éducation en Afrique centrale et Afrique occidentale : une synthèse d'études nationales du ROCARE*, ROCARE, Bamako.

Schuh, P. ; Koné, Z. & Tano, K. (2010), *L'Enseignement Technique et la Formation Professionnelle en Côte d'Ivoire : Institutions, budgets, effets*, Banque Mondiale, Abidjan.

UNESCO (2007), *Recueil de données mondiales l'éducation 2007 : statistiques comparées sur l'éducation dans le monde*, [Hhttp://www.uis.unesco.org/.../GED2007_FR.pdf](http://www.uis.unesco.org/.../GED2007_FR.pdf)

UNESCO (2010), *Guidelines for TVET Policy Review (Draft)* UNESCO ED/ESB/TVET/2010/02, Paris.

ANNEXE : Documents consultés pour chaque étude

Documents consultés au Burkina Faso

Association des Professionnels de la Maintenance au Burkina, (2004), Répertoires des Etablissements d'Enseignements Technique et Professionnel du Burkina Faso, Maison de l'entreprise du Burkina Faso 168p.

Bamouni M.,(1990), Rôle de la chambre de commerce, de l'industrie et d'artisanat du Burkina (CCIAB) en matière de formation et d'assistance aux entreprises, 38p.

Barroi M, Marcha I. (1990), Rapport d'audit sur le système de formation technique professionnelle au Burkina Faso, Mission française de coopération et d'action culturelle de Ouagadougou, 147p.

Batiana A. ; Kone B., (2002), Evaluation des performances des élèves des écoles satellites, 86p.

Batiebo Aline, (2009), Analyse des pratiques et outils de gestion des ressources humaines d'une unité de gestion de projet de développement cas de la cellule d'appui à la gestion commune (CAGEC), 134p.

Baux S, (2007), Les familles lobi et l'école : entre projets mutuels et lentes acceptations, 567p.

Bin-pousse M. T. (2007), Déployer les compétences et pouvoir agir ou l'envol du cerf-volant, Edition d'en bas, 423p.

BIT ; ONUDI, (1997), Etude sur le secteur privé et l'environnement des entreprises du Burkina, Bureau d'étude ESOP/CD, 138p.

Bogore G. R., (1996), Etude sur l'éducation préscolaire au Burkina Faso, 14p.

Bonnasieux A., (2004), Le droit à l'éducation quelle effectivité au Sud et au Nord ? Terre des Hommes, 11p.

Bureau Initiatives Conseil International (ICI) , (2008) , Etude emploi- formation dans le secteur des BTP au Burkina Faso, Centre d'Etude des Métiers et des qualifications (CEMEQ), 106p.

Bureau Initiatives Conseil International (ICI), 2008, Etude d'opportunité pour la création de formation dans le domaine de la maintenance industrielle au Burkina Faso, Centre d'Etude des Métiers et des qualifications (CEMEQ), 118p.

Bureau International du travail (BIT) –IPEC LUTRENA/ Ministère du Travail et de la Sécurité Sociale, 2009, Atelier de restitution des bonnes pratiques et des leçons apprises du projet, LUTRENAG8/001682, 26p.

Cellule d'appui à la formation professionnelle (2004), Programme de formation de l'ouvrier artisan menuisier métallique (niveau 1, 2, 3)

Cellule d'appui à la formation professionnelle (2004), Le référentiel de métier de l'ouvrier artisan mécanicien automobile

Cellule d'appui à la formation professionnelle (2004), Les référentiels de métiers de l'ouvrier artisan coiffeur

Cellule d'appui à la formation professionnelle (2004), Les référentiels de métiers de l'ouvrier artisan électricien bâtiment, 70p.

Cellule d'appui à la formation professionnelle (2004), Programme de formation de l'ouvrier artisan mécanicien deux roues (niveau 1, 2, 3)

Cellule d'appui à la formation professionnelle programme de formation (2004), Programme de formation de l'ouvrier artisan modéliste (niveau 1, 2, 3)

Cellule d'appui à la formation professionnelle, (2004), Programme de formation de l'ouvrier artisan automobile (niveau 1, 2, 3), 130p.

Cellule d'appui à la formation professionnelle, (2004) Programme de formation de l'ouvrier artisan coiffeur (niveau 1, 2)

Cellule d'appui à la formation professionnelle, (2004), Le référentiel de métier de l'ouvrier artisan mécanicien 02 roues

Cellule d'appui à la formation professionnelle, (2004), Programme de formation de l'ouvrier artisan maçon (niveau 1, 2, 3).

Cellule d'appui à la formation professionnelle, (2004), Les référentiels de métiers de l'ouvrier artisan maçon, 91p.

Cellule d'appui à la formation professionnelle, (2004), Les référentiels de métiers de l'ouvrier artisan menuisier Ebéniste, 102p.

Cellule d'appui à la formation professionnelle, (2004), Les référentiels de métiers de l'ouvrier artisan menuisier métallique, 90p.

Cellule d'appui à la formation professionnelle, (2004), Le référentiel de métier de l'ouvrier artisan modéliste

Cellule d'appui à la formation, (2002), Programme de formation de l'ouvrier artisan menuisier ébénisterie (niveau 1, 2, 3) professionnelle.

Cellule d'appui à la formation, (2002), Programme de formation de l'ouvrier artisan électricité bâtiment (niveau 1, 2, 3) professionnelle, 150p.

CEMEQ, (2006), Etude emploi/formation dans le secteur agroalimentaire au Burkina Faso, CEMEQ, 77p.

Chambre de commerce (2009), Etat du secteur privé, Chambre de commerce 67 p.

Chambre du commerce (2010), Etat des lieux de l'investissement privé au Burkina Faso : Quelle stratégie de relance, 153p.

Compaoré A. A. (2008), La formation/perfectionnement technique et ses effets socioéconomiques sur l'artisanat : le cas des tisseuses formées de l'Association des Tisseuses du Kadiogo (ATK) et de leur structure d'appui, le bureau des Artisans de Ouagadougou (BAO), mémoire département sociologie de l'université de Ouagadougou, 115p.

Compaoré F., Compaore M., Lange M.F., Pilon M., (2007), La question éducative au Burkina Faso Regards pluriels, rapport d'atelier, 285 p.

Compaoré M. ; Deniseapémélo N, (2007), Contribution à l'amélioration de la gestion prévisionnelle des emplois et des compétences à la représentation de l'ASECNA au BF, mémoire, 44p.

Compaoré F. et al, (2003), Les cours du soir à Ouagadougou (tome1), Diakonia, 51p.

Congo B., Kabore S., (2007), Information du suivi des formations professionnelles des agents de l'ONATEL, 194p.

Consortium CEFOC/GEE-IPD/AOS INADES/formation/Burkina, (2006), Rapport de l'atelier groupe d'ingénierie filière fruits et légumes, 75p.

Coulibaly J. M, (2000), Rapport final de l'étude sur l'enseignement technique et professionnel au BF, MESSRS, 62 p.

Coulibaly J.M., 2005, Accès la formation professionnelle: l'apprentissage, une alternative crédible de formation au Burkina Faso, le cas de la ville de Ouagadougou, 152P.

Damiba P.C. (2007), Etude sur le profil des secteurs porteurs et constitution d'une banque d'idées de projets privés au Burkina Faso, Maison de l'entreprise, 216p.

DANIDA, (2005), Pratiques et expériences incorporant le préprofessionnel dans l'enseignement de base au Burkina Faso, 81 p.

Daniel A, (1990), Rapport de l'inspecteur de sciences et techniques industrielles, MESS, 14p.

Debouvry P., (2004), Programme d'appui à la stratégie de réduction de la pauvreté: développement du capital humain du secteur agricole, 201p.

Deyoko A., (1994) Etude sur les besoins et les capacités de formation pour le développement institutionnel des ONG au Burkina Faso, Agence canadienne de développement (ACDI) CRD International Institute for environmentand Developpement (IIED), 22p.

Diando A., (1994) Rapport d'évaluation du projet d'appui à la rénovation de l'enseignement technique, 51p.

E K Ilboudo, M Compaoré, B Ouédraogo, P Somda F Konda, B Kanoré, 2001, Revue de l'analyse sectorielle en éducation au Burkina Faso, 150p.

Fédération nationale des PME-FN/PME, (2010), Projet de charte des micros petites et moyennes entreprises au BF, Fédération nationale des PME-FN/PME, 34p.

Gadiaga H, (2008), La problématique de la formation professionnelle continue au sein de la direction générale du budget : état des lieux et perspectives, mémoire ENAM, 55p.

Gaude J, (1995), Formation : étude de politique, Bureau International du travail (BIT)/Ministère du Travail et de la Sécurité Sociale (MTSS).Section travail des enfants, 26p.

Gouem G.R., (2008), La gestion personnelle des emplois et compétences GPEC), enjeux et limites : cas de l'UFR/SEG, 65p.

- Goumbané I., (2007), De l'adhésion des agents de l'Etat au nouveau système d'évaluation des performances. Cas du ministère de la Fonction Publique et de la Ré-forme de l'Etat, 73p.
- Gouvernement du Burkina Faso, (2008), Plan d'Action Opérationnel (PAO) pour la mise en œuvre de la Politique Nationale de l'Emploi (PNE), 114 p.
- Inconnu, (2004), Le financement des établissements professionnels du système éducatif : le cas de l'ENEP de Loumbila, 87p.
- Initiative Conseil International, (2007), Etude d'inventaire et de recensement des ressources disponible pour assurer la formation des formateur (trice)s techniques de l'enseignement secondaire technique et professionnel, MESSRS, 120 p.
- Institut FORHOM, (2009), Formation sur catalogue clé en main, 28p
- Kabore B., (2001), La contribution à l'amélioration du soutien de la TPA à la formation professionnelle au Burkina Faso, mémoire ENAREF, 68p.
- Kaboré I, (2005), Etude sur l'évolution de l'emploi au BF, ONEF, 48p.
- Kaboré I., (2003), Rôle des collectivités locales dans l'insertion socioprofessionnelle des jeunes en situation d'échec scolaire : cas de la commune de Ouagadougou, mémoire ENAM, 86p.
- Kaboré L, (2008), Analyse de la politique de formation et de développement des compétences de la SONAPOST, mémoire ENAM, 65p.
- Kaboré S.I., Marcel Kabore, 2010 Etude sur le profil des créateurs d'entreprises et d'évaluation de la moralité des nouvelles entreprises, Maison de l'entreprise, 52p.
- Kamo. F., 2005, Alphabétisation/formation et développement local au Burkina Faso, 60p.
- Kobiane J.F., Lange M.F., Pilon M, (2000), La recherche face aux défis de l'éducation au Burkina Faso.
- Kone M, (2006), Etude des besoins de formation des animateurs endogène du plan de développement local du Zoumweogo/Manga, 11p.
- Konig A., (2000), Elaboration et mise en place d'un système de suivi-évaluation Ministère de l'emploi du travail et de la sécurité sociale, ANPE, 27p.
- Labozée Y., (2000), Petits patrons africains, Paris, Karthala, 644 p.
- Lang M.F. (1998), L'école et les filles en Afrique : scolarisation sous condition, Paris, Karthala, 254 p.
- Le Tiec C, (2001), Etudes sur les besoins en formation initiale et continue dans l'agroalimentaire burkinabè, Projet professionnalisation et emploi (PPE), 52 p.
- Le Tiec C, (2001), L'insertion professionnelle des sortants de l'enseignement secondaire Technique et Professionnel en 1997/1998, 67p.
- Le Tiec C, (2001), L'insertion professionnelle des sortants de l'enseignement secondaire technique et professionnel en 1997/1998, MESS, 50 p.

Le Tiec C, (2001), Les métiers dans les activités agroalimentaires Etude sur les besoins en formation initiale et continue dans l'agroalimentaire burkinabé. 2eme partie : travail et compétences dans l'agroalimentaire, MESS, 71p.

Lewandowski S., (2007), Le savoir pluriel, 665p.

Lokpo K. (1999), Guide des outils pédagogiques pour la formation des techniciens et ingénieurs en milieu rural, CIRD, 121p.

Lompo S. (2010), Diagnostic des déterminants de la suivie des nouvelles entreprises : Etats des lieux de celles créées au CEFORE et perspectives, 100p.

Lux-Developpement, (2007), Burkina Faso rapport d'avancement 2007, 25 p.

Marchal Y., (1992), Projet de formation de conseiller en formation continu, d'apprentissage en artisanal, formation de responsable de formation d'établissement technique, Centre Universitaire de coopération Economique et sociale CUCES, 8P

MESS (2001), Etude sur la formation professionnelle au Burkina Faso, Coopération autrichienne, 64p.

MESS (2001), Atelier sur la formation professionnelle continue tenue à Ouagadougou les 3 et 4 Mai 2001, 40p.

MESS (2005), Module destiné à l'usage des formations de l'Ecole Normale Supérieure de l'Université de Koudougou. L'évaluation des apprentissages en Emp, 65p.

MESS (2007), L'enseignement technique et professionnel au Burkina Faso, Centre National de l'information de l'orientation scolaire et professionnelle (CIOSPB), 93p.

MESS (1991), Etude sur le développement de l'enseignement technique agricole R 2372, Projet FAO Burkina Faso, Projet FAO Burkina Faso, 20p.

MESS (1996), Rapport final d'activité du Projt BKF/92/P05 Education en matière de population dans le système formel. Période : septembre 1992 à 1995, MESSRS-UNESCO-FNVAP, 23p.

MESS (1999), Programme d'enregistrement pour la section agro-alimentaire du lycée Professionnel de Bobo-Dioulasso, volume II Rapport Général, 54p.

MESS (1999), Rapport de synthèse des travaux du comité de suivi du projet professionnalisation et emploi (PPE) : 4ème réunion tenue le lundi 05 Juillet, projet professionnalisation et emploi (PPE), 14p.

MESS, (2004), Etudes et formation après la classe de terminale au Burkina Faso, 134 p.

MESS (2005), National sur les enjeux et les priorités de l'Enseignement Technique et de la formation professionnelle au Burkina Faso R 32 25 (Bis), rapport d'atelier, Direction des Archives et de la documentation, 83p.

MESS (2007), L'enseignant technique et professionnelle au Burkina Faso, 93p.

MESS (1999), Programme d'enregistrement pour la section agro-alimentaire du lycée professionnel de Bobo-Dioulasso Volume IV programmes BAC-Pro, 49 p.

MESSRS (1999), Atelier de formation orientations scolaire et professionnelle à Ouahigouya, rapport d'atelier, Direction des Archives et de la documentation, 18p.

MESSRS (2000), Document final de l'Atelier sur la définition des filières de formation de l'enseignement technique et professionnel, 43p.

MESSRS, (2010), Politique Nationale d'enseignement et formation technique et professionnel (PN/EFTP), 196p.

MESSRS (1990) Projet dans les domaines de l'enseignement technique et la formation professionnelle au BF, 25p.

MESSRS (1994), Séminaire atelier de réflexion sur la rénovation du système de formation technique et professionnelle, 21p.

MESSRS (1995), Etude des filières et niveau de formation des établissements techniques professionnels de Banfora, Fada N'gourma, Gaoua, gorom- gorom, Manga et Tikaré, 164p.

MESSRS (2009), Schéma directeur de la politique nationale de l'enseignement et de la formation techniques et professionnels, 20 p.

METSS et MESSRS (1992), Journées nationales de réflexion sur l'enseignement technique, de formation professionnelle et de l'emploi, 101p.

Ministère de l'emploi, du travail et de la sécurité sociale, (1993), Colloque national sur la politique de l'emploi au Burkina Faso, thème : quelle politique de l'emploi dans la dynamique de développement économique et social au Burkina Faso, Archives Nationales, 384

Ministère de l'emploi, du travail et de la sécurité sociale, MESSRS (1992), Journée nationale de réflexion sur l'enseignement technique, la formation professionnelle et l'emploi (Koudougou 09-14 novembre 1992), rapport d'atelier, 101p.

Ministère de la Jeunesse et de l'Emploi et le Ministère des Enseignements secondaire supérieur et de la Recherche (2008), Politique nationale d'enseignement et la formation techniques et professionnels Décret N°2008-584/PRES/PM/MESSRS/MEF, 39p.

Ministère de la Jeunesse et de l'Emploi/DGSPE (2010), Document Cadre pour la certification professionnelle au Burkina Faso, 40P.

Ministère de la Jeunesse et de l'Emploi/DGSPE, (2008) , Plan d'Action Opérationnel (PAO) pour la mise en œuvre de la Politique Nationale de l'Emploi (PNE) , 114

Ministère de la Jeunesse et de l'Emploi/DGSPE, Enjeux des politiques locales de l'emplois et rôle des acteurs, rapport d'atelier, 14p.

Ministère du travail et de la Sécurité Sociale, (1996), Direction des Archives et de la documentation (MESS), Actes des Etats Généraux de l'emploi, 65p.

Mission française de coopération et action culturelle (1991), Projet d'appui à la rénovation de l'enseignement technique du BF, 16p.

MJE 2008, Politique Nationale de l'Emploi, 62p

Nabaloum Bruno, (2006), Analyse critique de la formation initiale actuelle des enseignants du primaire au BF, mémoire ENAM, 52p.

OIT, (2006), Identifier et décrire les compétences professionnelles, rapport d'atelier, 310p.

ONEF, (2005), Répertoire des centres de formations professionnelles au BF, 17p.

ONEF, (2010), Tableau de bord de l'emploi et la formation professionnelle, MJE /ONEF, 86p.

ONEF, (2005), Recueil de données statistiques sur l'emploi au BF, PNUD, 125p.

Ouattara S, MIVELAZ J, (2001), Etude sur la formation professionnelle au Burkina Faso, Coopération Autrichienne pour le développement, 54p.

Ouédraogo A. A. (nd), Les établissements d'enseignement technique et professionnel et la problématique de l'insertion professionnelle des diplômés sortants au BF : cas de LTO et de l'ISIG, mémoire ENAM, 57 p.

Ouédraogo A., (2007), Les processus d'apprentissage chez les adultes en formation universitaire en Afrique de l'Ouest, 245p.

Ouédraogo J. B., (2007), Problématique d'insertion dans le monde de l'emploi des diplômés des filières professionnalisantes de l'UO : cas spécifique des étudiants de l'IBAM, mémoire, département sociologie de l'université de Ouagadougou, 91p.

Ouédraogo S., (2008), Analyse de la formation professionnelle continue : cas du BUMIGEB, mémoire ENAM 57p.

Oumar Millogo, (2000) Problématique de la gestion de l'alternance pédagogique en formation initiale des travailleurs sociaux à l'Ecole Nationale du Service Social du Burkina Faso. Les stages en questions, mémoire IPD/AOS, 145 p.

Ouoba S. O., (2007), La contribution des centres de ressources à la formation continue des enseignants du primaire au BF : cas de la province de la Tapoa, mémoire ENAM, 48p.

Ouoba/O. B. (2006), La formation des jeunes et l'emploi au BF : cas du centre de formation professionnelle de Fada, mémoire ENAM, 49p.

Pare A. P, (2009), Contribution à la mise en place d'un système de gestion de performance à la BSIC : l'apport de la gestion par résultats, 106p.

Pare L. N., (2008), La gestion prévisionnelle des emplois et compétences : outils stratégiques de management pour la RTB, mémoire ENAM, 50p.

Pare L. N., (2008), La formation continue des personnels de santé de 1er échelon dans le district sanitaire de Ziniaré de 2004 à 2006 : analyse et perspectives, mémoire ENAM, 66 p.

Patrick B, (2005), Revue Internationale du Travail, BIT 262

Programme de renforcement de la formation Professionnelle ((PRFP), (2007), PRFP INFOS, Coopération Taïwanaise au Burkina, 18p.

Richard Walther et André Gauron, (2006), Valorisation des résultats de recherches et des innovations au Burkina Faso, 86p.

Richard Walther, (2009), Les nouveaux dispositifs de formation professionnelle post-primaire, AFD, 112p.

Sama A, (2003), Jeunes diplômés de l'enseignement supérieur et problématique de l'emploi dans la ville de Ouagadougou : stratégies et itinéraires, mémoire, Département sociologie de l'université de Ouagadougou, 88p.

Sanon M.L.(1994) L'alphabétisation de la femme et ses implications socio-économiques comme maillon de développement au Burkina Faso, mémoire INSS, 42p.

Sarl (1994), Analyse et stratégie pour une amélioration de l'efficacité de la formation professionnelle, Deutsche Gesellschaft fur Technische Zusammenarbeit (GTZ), 50p.

Sawadogo P. Carlos Angelas, (2004), Autonomisation de la gestion de la scolarité du centre de formation professionnelle de la CNSS, 54p.

Sawadogo S, / SAW C, (2000) La problématique de l'enfance en difficulté et tentative de définition d'une stratégie de réinsertion socioprofessionnelle des jeunes sortant des centres de rééducation au BF, mémoire ENAM, 61p.

Sondo B., (1997), La formation continue des personnels de la santé dans 17 directions provinciales de la santé au Burkina Faso, Thèse, l'Université de Ouagadougou, 59 p.

Sondo B., KERE M, (2003), Evaluation de l'effet de la formation, la gestion système sur la gestion des vaccins du programme de vaccination de pilote dans six districts sanitaires du Burkina Faso, 49 p.

Thimbiani M. P. G. (2003), La capitalisation des connaissances, un moyen d'intégration de l'autoformation au travail, 45p.

Tiema L., (2010), La contribution du fonds d'appui à la formation professionnelle et à l'apprentissage à la réduction du chômage au Burkina Faso, mémoire ENAREF, 51p.

Toe A.G., (2007), Les enjeux de la formation du personnel dans un monde de forte concurrence : cas de la société nationale des postes, 75P

Torodo I. M., (2001), Apport d'un cadre socioprofessionnel à la jeunesse sans emploi : cas du (CIJEF), mémoire, de sociologie UFR/SH UO, 72p.

Traoré A. (2008), Formation professionnelle élémentaire et lutte contre la pauvreté : état des lieux, défis et perspectives dans les centres d'éducation de base non formelle et les écoles communautaires au BF, mémoire Coopération Autrichienne, 73p.

UEMOA, (2004) Etude sur l'enseignement supérieur dans les pays de l'UEMOA « Phase I synthèse et options d'appui », Banque africaine de développement (BAD), 41p.

Walther R, (2007), La formation professionnelle en secteur informel, AFD, 228 p.

Walther R., Tamoifo M, (2009), L'itinéraire professionnel du jeune africain, AFD, 68p.

Wetta C et Ilboudo E. (1994), Etude coût-efficacité de l'éducation de base au Burkina Faso, 178p.

Yameogo C. R., 2005, Etude sur les créneaux porteurs d'emplois au Burkian Faso, PNUD, 222p.

Yaméogo Z. (1994), Etude pour la mise en place d'une filière bureautique/secrétariat au Burkina Faso, Centre national de formation des personnels d'inspection (PARIS), 96p.

Yetibaye K. (2004), La politique de développement et de conservation des compétences dans les entreprises : cas de la SONABEL/société d'Etat, mémoire, 90p.

Zongo S. (2004), La formation professionnelle comme enjeu de développement des ressources humaines et de l'entreprise : cas de l'ONATEL, mémoire ENAM, 77p.

Zonon A. (2003), Education et productivité des agriculteurs : cas des producteurs céréaliers du Burkina Faso, Union pour l'Etude de la Population Africaine, 68 p.

Zoungrana JE (2000), Education et formation professionnelle pour une intégration sociale des déchets du système éducatif burkinabè, mémoire ENAM, 134p.

Documents consultés en Côte d'Ivoire

AGEPE (2007), Etude sur l'insertion des diplômés du BTS, de la Licence et de la Maitrise. Coopération française.

Aka, A. (2010), Ecole et futur de la Côte d'Ivoire, Banque Mondiale/Ministère d'Etat, Ministère du Plan et du Développement.

Akaffou, K. (1998), Analyse de l'insertion des femmes sur le marché du travail du secteur moderne en Côte d'Ivoire. AGEPE.

Akindès, F. (2001), Inégalités sociales et régulation politique en Côte d'Ivoire : La paupérisation en Côte d'Ivoire est-elle réversible? Politique africaine, n°78.

Allé –Ando (2000), Rapport sur les besoins en formation à la gestion communautaire de l'environnement urbain en Côte d'Ivoire. FDFP.

Bazin, L. (2002), La reconnaissance sociale des compétences : un enjeu politique méconnu, In Abdelkader Djeflat et Boidin Bruno (Eds), Ajustement et technologie en Afrique, pp. 58 – 70, Paris, Publisud.

Benié, A. ; Ehouma, K. & Kouakou, N. (2009), Formation universitaire et développement de la capacité entrepreneuriale chez les étudiants : cas des universités de Cocody et d'Abobo-Adjame. Rapport final, Programme de Subvention ROCARE de la Recherche en éducation.

Bomisso, I., G. (2008), Insertion professionnelle des diplômés du supérieur à Abidjan. Mémoire ENSEA.

C.O.3 (1998), Etude d'opportunités et de faisabilité relative à la réhabilitation et à l'implantation d'Unités Mobiles pour la Formation Continue. FDFP.

Cabinet ACA, Audit et Conseil en Afrique (2004), Etude des besoins en formation des acteurs de la filière café-cacao. FDFP.

Cabinet Afrique Formation Conseil Etude (2005), Etude de la formation et de l'insertion des personnes Handicapées. FDFP

Cabinet Afrique Formation Conseil Etude (2007), Etude des créneaux d'activités rentables et porteurs d'emploi de la commune de Yopougon. AGEPE.

Cabinet de consultant associés C.Y. (1996), Etude des besoins en formation dans le secteur de l'hôtellerie et du tourisme. FDFP.

Cabinet de consultants associés C.Y. (1996), Etude des besoins en formation dans le secteur de l'artisanat. FDFP.

Cabinet de consultants associés C.Y. (1997), Etude des besoins en formation des PME. FDFP.

Cabinet Déclic, Etude des besoins en formation dans le secteur de la boulangerie. FDFP

Cabinet ICA Conseil (2005), Contribution de la formation professionnelle au développement des systèmes productifs locaux. FDFP.

Cabinet JCM Consultants (1996), Projet d'étude des besoins de formation dans le sous secteur du pétrole et gaz. FDFP.

Cabinet SMC (2000), Etude relative à l'évaluation des besoins de formation dans le domaine de l'informatique et des NTIC. MESRS\FDFP.

Cabinet Visa Performance France (2001), Etude des besoins en formation des entreprises du secteur de la plasturgie en Côte d'Ivoire. Coopération française\FDFP.

Diallo, Y., B. (2008), Enquête sur l'insertion socio-professionnelle des anciens apprentis de l'action sociale en milieu urbain. Mémoire ENSEA.

Diarra, I. ; Kouadio, K. ; Outtara, Y. &Maïga, M. (2007), Les politiques de l'enseignement supérieur et leurs implications sur le développement économique et social de la Côte d'Ivoire de 1960 à 2006. Rapport final, Programme de Subvention ROCARE de la Recherche en éducation.

Doho, L. (2007), L'insertion des jeunes déscolarisés, quel est l'apport de la formation par alternance. Mémoire ENSEA.

ENSEA \ IRD (2000), Déterminants de l'emploi, compétitivité, contrats et coût du travail, performances des entreprises en Côte d'Ivoire. Rapport général,volume 1. Banque Mondiale /AGEPE.

Etté, J. ; Jean-Baptiste, E. ; Diallo, B. ; Sow, J. &Ahouré, A. (2000), Etude sur les filières de formation professionnelle porteuses d'emploi. Ministère de l'emploi, de la Fonction Publique et de la Prévoyance Sociale \ AGEPE.

Gaufryau, B. & Maldonado, C. (2001), Economie informelle en Afrique francophone : structures, dynamiques et politiques. BIT.

GCA Internationale (2006), Les besoins en formation dans le secteur du transport routier. FDFP

Groupe alpani (2005), Etude des besoins de formation dans les secteurs de l'assainissement et de la protection de l'environnement.FDFP.

Horus-Courtaud (1997), Etude des modalités de financement de l'Apprentissage dans l'Artisanat, le secteur agricole et le secteur non structuré. FDFP.

Kouassi, B. (1996), L'évaluation des capacités nationales : cas de la Côte d'Ivoire. Banque Mondiale.

Kouassi, P. ; Simporé, M. & Koffi, P. (2009), Etude pour le développement de la culture et le traitement de l'anacarde dans les villages des communes de Toumodi et de Tiassalé. FDFP.

Maiten, B. & Bonas, I. (2001), Evaluation des besoins en formation du secteur agro-alimentaire de la Côte d'Ivoire. MESRS\FDFP\coopération française\PROSUP.

Ministère de l'Education Nationale (1991), Rapport sur le Programme de Valorisation des Ressources Humaines : Planification-programmation-budgétisation dans le secteur de l'éducation. Banque Mondiale.

Schuh, P. & Guirassy, I. (2005), Coût et avantages des entreprises participant à la formation professionnelle par alternance en Côte d'Ivoire. Coopération Technique Allemande (GTZ).

Schuh, P. ; Koné, Z. & Tano, K. (2010), L'Enseignement Technique et la Formation Professionnelle en Côte d'Ivoire : Institutions, budgets, effets. Banque Mondiale.

Walther, R. (2009), Les coûts de formation et d'insertion professionnelle. Agence Française de Développement.

Documents consultés au Ghana

Afenyadu D. (1997) *Ghana Policy Responses to International Pressures*. Papers on Education, Training and Enterprise. No.10. Center of African Studies. University of Edinburgh

Afeti G. (2011) Ready for the World of Work: Strengthening the Linkage between Technical and Vocational Skills Development and Youth Employment. Speech delivered at a CBT Conference organized by COTVET at Alisa Hotel, Accra on 22nd February, 2011.A

Afeti, Baffour-Awuah, Budu- Smith, (2003) Baseline Survey for the Introduction of Competency-Based Training in Polytechnics, National Council for Tertiary Education (NCTE) Japan International Cooperation Agency (JICA)

Afonja, A.A., Sranku-Lartey, K., & Oni, S.A. (2005). Engineering education for industrial development: Case studies of Nigeria, Ghana and Zimbabwe. ATPS Working Paper No. 42. Nairobi, Kenya: The African Technology Policy Studies Network Retrieved May, 2011, from <http://www.atpsnet.org/pubs/workingpaper/working%20paper%20series%2042.pdf>

Ahorbo, G. (2010) *Skills Development in the Upstream Oil and Gas Industry in Ghana*, Draft Study for the World Bank (March 2010).

Akyeampong K, Djangmah J., Oduro A., Seidu A., & Hunt F (2007) *Access to Basic Education in Ghana: The Evidence and the Issues* – Country Analytic Report:CREATE, University of Sussex

Akyeampong K. (2010) *50 Years of Educational Progress and Challenge in Ghana*. CREATE Research Monograph No. 33. University of Sussex Centre for International Education.

Akyeampong K. (2002) *Vocationalization of Secondary Education in Ghana*. A Case Study. Prepared for Regional Vocational Skills Development Review Human Development Africa Region World Bank.

Amankrah, Y. (2007) *Labor Market Study to Determine Apprenticeship Trades with Market Potential*, Commissioned by the MoMYE and ILO International Program on the Elimination of Child Labor, Ghana Time-Bound Program (TBP) Support Project (September 2007 draft).

Amenyah Augustine M. (2009) *Higher Education in Ghana* in Ghanaweb Feature Article of Friday, 24 April 2009 <http://www.ghanaweb.com/GhanaHomePage/features/>"

Asamoah F.T. (2009) 'Take A Second Look At Technical/Vocational Education' <http://newtimes.com.gh/story/588>

Asare K. (2009) *Industries To Be Levied To Fund Technical Education* in The Ghanaian Times November 13 <http://www.newtimes.com.gh/rss>

Asian Development Bank (ADB) (2009) *Good Practice in Technical and Vocational Education and Training*. ISBN 978-971-561-854-0 Publication Stock No. TIM090904

Association of African Universities (AAU)(2007) *2nd Regional Research Seminar for Africa UNESCO Forum on Higher Education, Research & Knowledge* http://www2.aau.org/events/unesco_forum07/docs.htm

Atchoarena, D. and Delluc, A. (2001) *Revisiting Technical and Vocational Education in Sub-Saharan Africa: An Update on Trends, Innovations, and Challenges*. IIEP/Prg.DA/1,320. IIEP: UNESCO, Paris.

Background paper prepared for the study on "Linking Education Policy to Labor Market Outcomes. World Bank: Washington.

Baffour-Awuah D. (2009) *Towards Reforming the Coordination of Technical and Vocational Skills Development: The Case of the Council for Technical and Vocational Education and Training (COTVET) Of Ghana*. A draft report on the Council for Technical and Vocational Education and Training (COTVET)

Baffour-Awuah D. (2009) *The Council for Technical and Vocational Education and Training (COTVET), GHANA* A Presentation By Daniel Baffour-Awuah, Executive Director At Danida Development Days, Copenhagen 8 – 9 June 2009

Baffour-Awuah. D and Sampson Dampety (2010). *A Holistic Approach to Technical and Vocational Skills Development (TVSD) Policy and Governance Reform: The Case of Ghana*. Submitted by the Council for Technical and Vocational Education and Training (COTVET)

Baiden, F. A. (1996). *Technical and vocational education in Ghana*. In the development of technical and vocational education in Africa: Case studies from selected countries. Dakar, Senegal: UNESCO Regional Office.

Benson Adjei (ND) *Lessons from the German Apprenticeship System for the Improvement of the Apprenticeship System in Ghana*. Unpublished observations

Boateng, A. and Palmer, R. (2008) *The Role of Stakeholders in ICCES Ashanti: Quality Training and Improved Employment Outcomes*. Report of the ICCES (Ashanti) Stakeholders' Workshop, Kumasi 19th October 2007 (mimeo).

Boeh-Ocansey, O. (1995) *Education and Training for the Informal Sector: Ghana Country Study*, in Leach, F. (Ed.) *Education and Training for the Informal Sector*, Vol 2, Country Studies, Education Research Paper 11, DFID: London.

Bortei-Doku, E. et al (2011) *Changing Mindsets: A Study of Attitudes Towards Technical and Vocational Education and Training in Ghana*. Centre for Social Policy Studies, University of Ghana on behalf of City & Guilds Centre for Skills Development, UK, and the Council for Technical and Vocational Education and Training, Ghana

Breyer, J. (2007) *Financial Arrangements in Informal Apprenticeships: Determinants and Effects. Findings from Urban Ghana*, Working Paper No.49, Social Finance Program, ILO: Geneva.

By Rev. Prof. Daniel A. Nyarko (Rector, Takoradi Polytechnic) on the Occasion of the NABPTEX/Polytechnics Meeting Accra, 23rd March, 2011

COTVET (2006) Report on Operationalising COTVET Act: Technical and Vocational Education and Training Support (TVETS) Project

COTVET (2009) - Report of the Technical Committee on the Harmonisation of Competency Based Training (CBT) in Ghana

COTVET (2009) *skills development Fund Operations Manual* (draft zero, 1st February 2009).

COTVET (2010) Request to the Government of Japan for Japanese Technical Cooperation on The Project on Teacher Training on CBT Method in the Field of Technical and Vocational Education and Training Project in Ghana

COTVET / JICA (2007) Establishing Industry Needs : Training Workshop on Occupational Standards Generation

COTVET/JICA Operationalisation of COTVET – Piloting of CBT (2009)

Courtney Monk et al (2008) *Does Doing an Apprenticeship Pay Off? Evidence from Ghana*. CSAE WPS/2008-08 Centre for the Study of African Economies Department of Economics University of Oxford

CPTC - COTVET Preparation Technical Committee (2006) *Report on Operationalizing COTVET Act*, Technical Vocational Education and Training Support (TVETS) Project co-implemented by the MoE and MoMYE: Accra.

Debrah, Y. (2007) Promoting the Informal Sector as a Source of Gainful Employment in Developing Countries: Insights from Ghana, *The International Journal of Human Resource Management* 18(6): 1063 – 1084.

Department of Community Development (2008) *Report on the Community Development Vocational/ Technical Institutes*, unpublished, Accra.

Department of Social Welfare (2008) *Vocational Training Report*, unpublished, Accra.

DFID (2008) *Jobs, Labor Markets and Shared Growth. The Role of Skills*. A DFID practice paper, September 2008, DFID: London.

DFID (Department for International Development) (2007). *Technical and Vocational Skills Development*. A DFID Practice Paper

Dijk, van, M. (1997) Economic Activities of the Poor in Accra, in Bryceson, D. and Jamal, V. (Eds.) *Farewell to Farms*, Ashgate: Aldershot.

Djangmah (_____) *The Challenge of Further Vocationalizing University Education in Ghana: A Survey Of University Graduates.*

Donkor, F. Stanislaus N. Nsoh, Stephen J. Mitchual (2009) *Assessment of Supervised Industrial Attachment of a Technical and Vocational Teacher Education Program in Ghana*, in *Asia-Pacific Journal of Cooperative Education*, 2009, 10(1), 1-17

Donkor, F., Stanislaus N. Nsoh, Stephen J. Mitchual (2009) *Organizational Issues and Challenges of Supervised Industrial Attachment of a Technical and Vocational Teacher Education Program in Ghana*, in *Asia-Pacific Journal of Cooperative Education*, 2009, 10(1), 39-56b

E. A. Baryeh, R. Y. Obu, D. L. Lamptey (1999) *Ghanaian Women and the Engineering Profession*. *International Journal of Mechanical Engineering Education* Vol 28 No 4

End of Seminar Report (2005) *Technical Education Management Country Specific Training Programme For Ghana* in Japan Course No. JO520847

Fasih, T. (2008) *Linking Education Policy to Labor Market Outcomes*. The International Bank for Reconstruction and Development / The World Bank: Washington.

Figgis, J. and Standen, A. (2005) *Training Skilled Workers. Lessons from the Oil and Gas Industry*. National Centre for Vocational Education Research: Adelaide, Australia.
<http://www.ncver.edu.au/research/proj/nr3016.pdf>

Forsvoll, O. (2010) *Skills Development in the Oil and Gas Industry in Ghana*. Preliminary report v.6 for the World Bank (March 2010)

Foster, P. (1965a) *Education and Social Change in Ghana*. Routledge and Kegan Paul: London.

Ghana Employers Association (GEA) (2006) *Skills Gap Survey*, GEA: Accra.

Geeta Kingdon and Måns Söderbom (2007) *Education, Skills, and Labor Market Outcomes: Evidence from Ghana*. Centre for Study of African Economies, Department of Economics, University of Oxford, UK

GES/TVET (2002) *Report on Training of Trainers Workshop on Entrepreneurial Skills Development for Technical Teachers held at GESDI, Ajumako*

GeSCI ICT in Education: Technical and Vocational Education and Training
<http://www.gesci.org/technical-vocational-education-training.html>

Ghana Education Reform and JICA TVETS Project (2002)

Ghana Government Portal (2010) *(ISD (Nana Ama Bonnah)) Skills Development Fund For Technical Training Launched*
http://www.ghana.gov.gh/index.php?option=com_content&view=article&id=3472:skills-development-fund-for-technical-training-launched&catid=28:general-news&Itemid=162

Ghana Government Portal *ISD (Nana Ama Bonnah) Technical and Vocational Education, "Master Key" to Development*
http://www.ghana.gov.gh/index.php?option=com_content&view=article&id=4880:technical-and-vocational-education-master-key-to-development-&catid=28:general-news&Itemid=162

Ghana News Agency (2008) *Establish scholarship schemes for Technical and Vocational Training* – Ntiamoah-Mensah http://www.modernghana.com/rssfeed/news.xml?cat_id=1&gender=54

Ghana News Agency (GNA) (2002) in Ghana Nsem (Review of Ghana's Development) *Woeful recurrent funding for technical and vocational training*- G.M Afeti, principal of Ho Polytechnic <http://www.ghanansem.org/index.php>

Ghana News Agency (GNA) (2002) in Ghana Nsem (Review of Ghana's Development) *Female Enrolment At School Of Engineering Increases* Mrs. Araba Intsiful, a lecturer at the Department of Engineering, KNUST <http://www.ghanansem.org/index.php>

Ghana News Agency (GNA) (2003) *Quality of technical education in Ghana said to be low*

Ghana News Agency (GNA) (2007) in Ghana Nsem (Review of Ghana's Development) *Too few females in technical and vocational education* - Mrs. Grace Otu Boateng, National Coordinator of Women in Technical Education. <http://www.ghanansem.org/index.php>

Ghana News Agency (GNA) (2008) *Country needs vocational, technical skills for industrialization*-Dr Darko <http://www.ghananewsagency.org/>

Ghana News Agency (GNA) (2008) *Heads of Technical and Vocational Education appeals for support* <http://www.ghananewsagency.org/>

Ghana News Agency (GNA) (2009) *Government urged to put more resources into Technical and Vocational Education* <http://www.ghananewsagency.org/>

Ghana News Agency (GNA) (2010) *South Korea To Support Technical And Vocational Education In Ghana* <http://www.ghanabusinessnews.com/?p=37970>

Ghana News Agency (GNA) Oct. 2003 in Ghana Nsem (Review of Ghana's Development) *Only 52 vocational and technical schools in Ghana* - Anamuah-Mensah of the University College of Education, Winneba <http://www.ghanansem.org/index.php>

Ghana News Agency GNA (2003) *Technical and vocational education being revamped* <http://www.modernghana.com/news/43544/1/technical-and-vocational-education-being-revamped.html>

GISDC – Ghana Industrial skills development Centre (2005) *Scoping and Training Needs Analysis for Establishing a Technical Training Centre in Ghana*, unpublished report.

GNA /Ghana Business News (2010) *Skills Development Fund Established For Technical, Vocational Training* <http://www.ghanabusinessnews.com/?p=40171>

GNA General News of Monday, 31 May 2010 *Government reminded to invest in Technical and Vocational Education*<http://www.w3.org/TR/html4/loose.dtd>

GoG (2001) Draft TVET Policy Framework for Ghana; Developed for MOE/NACVET/MMDE under the Vocational Skills and Informal Sector Support Project

GoG / JICA (2009) Policy Implementation Guidelines, Discussion Paper No.11

GoG / JICA (2009) Guidelines of COTVET Standing Committees, Discussion Paper No.006

GoG / Ministry of Education (2010) Monitoring and Evaluation Plan

GoG / Ministry of Education (MOE) (2010) Preliminary Education Sector Performance Report for the 2010 National Education Sector Annual Review (NESAR)

GoG/JICA (2006) Technical and Vocational Education and Training Support (TVETS) Project Progress Report No.3

GoG/JICA (2011) *Manual for CBT Curriculum/ Material Development & Training Implementation. Technical and Vocational Education and Training Support (TVETS) Project in Ghana. Council for Technical and Vocational Education and Training (COTVET), Ghana*

Government of Ghana (GoG) (2009a) *Education Strategic Plan 2010 to 2020, Volume 1. Policies, Strategies, Delivery, Finance.* Ministry of Education: Accra.

_____. (2003a) *Ghana Poverty Reduction Strategy (GPRS) Paper. An Agenda for Growth and*

_____. (2003b) *Education Strategic Plan 2003-2015. Volume I, Policies, Targets and Strategies,* Ministry of Education: Accra.

_____. (2003c) *Education Strategic Plan 2003-2015. Volume II, Work Program,* Ministry of

_____. (2002) *Meeting the Challenges of Education in the Twenty First Century.* Report of the President's committee on the Review of Education Reforms in Ghana (October, 2002): Accra.

_____. (1978) *Legislative Instrument No. 1154. National Vocational Training Board (Apprentice Training) Regulations, 1978.* Accra: Ghana Government Printer.

———. 2008a. *Labour and Social Trends in ASEAN 2008: Driving Competitiveness and Prosperity with Decent Work.* Regional Office for Asia and the Pacific, Bangkok: ILO. www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---asia/---ro-bangkok/documents/publication/wcms_099607.pdf

———. 2008b. *Skills for Improved Productivity, Employment Growth and Development.* Report V. International Labor Conference, 97th Session, 2008, Geneva. www.ilo.org/public/english/employment/skills/download/ilcreport.pdf

Prosperity 2003-2005. IMF Country Report No. 03/56. Education: Accra. 8 1

Government of Ghana / Ministry Of Education, Science and Sports (MOESS) 2008 *Preliminary Education Sector Performance Report.* Ghana

Government of Ghana / UNESCO (1983) *Studies in Technical and Vocational Education: Policy, Planning and Administration of Technical and Vocational Education.* UNESCO

GSS - Ghana Statistical Service (2005) *Population Data Analysis Report Vol. 1: Socio-economic and Demographic Trends Analysis,* Ghana Statistical Service: Accra.

Guidelines /Tools for the Guidance and Counselling of Girls in Basic Schools to Choose Technical and Science Subjects (Women in Technical Education WITED) (2005)

Henry Fram Akplu, Ph.D. & John Yaw Amankrah (2008) *Technical and Vocational Education and Training (TVET) Sector Mapping For Learn4Work Dutch Schokland Programme on TVET*. A Draft Report.

I-Connect Online (2010) *Seminar On The Ghana ICT For Accelerated Development Policy* By GINKS In Partnership With Savana Signatures At Radach Memorial Centre, Tamale On 23rd November, 2010 "<http://iconnect-online.org/groups/iconnect-education>

ILO (International Labour Organization). (2003). *Youth Training and Employment*. Geneva: Inter-American Research and Documentation Centre on Vocational Training (Cinterfor/ILO). Accessed at www.cinterfor.org.uy/public/english/region/ampro/cinterfor/temas/youth/

J. Anamuah-Mensah (2007) *The New Educational Reforms*. A presentation made to the Council for Technical and Vocational Education and Training (COTVET)

_____ (2010) *Demand and Supply Factors in Skills Development in Ghana*. Performance and

Recommendations for the Technical and Vocational Education and Training System (An unidentified Powerpoint presentation)

JICA / MOE *The Study for Development of a Master Plan to Strengthen*

Joerg Longmuss (2010) *Evaluation of the GTZ Development Project "Support to the Takoradi Technical Institute" 1997 – 2005 An Overview*

John Stephen Agbenyo (2010) *ICTs, Technical and Vocational Training in Ghana* <http://telecentres.share4dev.info/favicon.ico>

King, K. and Palmer, R. (2006) *Education, Training and their Enabling Environments: A Review of Research and Policy, Post-basic education and training working paper no. 8*, Centre of African Studies, University of Edinburgh: Edinburgh. Available at <http://info.worldbank.org/etools/docs/library/244489/day9TVET.pdf>

Kodzi, E. (2008) *Harmonization of the Education Strategic Plan*. Report of the Local TVET Consultant for Industry Engagement (mimeo).

Levine, V. (2008) *The Revised Education Sector Plan and 2009 Budget: Policy and Planning Issues*. Final report submitted to the Ghana Ministry of Education, Science and Sports Planning, Budgeting, Monitoring and Evaluation Division (7 June 2008), mimeo.

McWilliam & Kwamena-Poh (1975). *The Development of Education in Ghana*. Longman Group Limited

Miller et al (1996) *Vocational Guidance for Equal Access and Opportunity for Girls and Women in Technical and Vocational Education*. UNEVOC Studies in Technical and Vocational Education 6. Report No ED 96 WD-7, UNESCO, Paris

Ministry of Education (1999a). *Basic Education Sub-Sector Improvement Program: Implementation Progress Report 1996-1998*, March.

Ministry of Education (1999b) *2000 A Decade of Educational Reforms: Preparation for the challenges of a New Millenium*. Background paper for the National Educational Forum Accra.

Ministry of Education (MOE) (2000). *“Policies and Strategic Plan 2001-2003 For The Education Sector” (Pre-Tertiary)”*

Ministry of Education and Sports, Ghana (2005) Preliminary Education Sector Performance Report 2005

MOE (2003) *Education Strategic Plan 2003 – 2015 Volume 2 – Work Programme*, Ministry of Education, 2003

MOE (2010) Education Sector Annual Review

Mtinkheni Gondwe and Jos Walenkamp (2010) *Alignment of Higher Professional Education with the Needs of the Local Labour Market: The Case of Ghana*. Netherlands Organisation for International Cooperation in Higher Education (NUFFIC). The Hague University of Applied Sciences.

Myjoyonline News (2010) *(Technical and Vocational institutions to be accredited* <http://news.myjoyonline.com/>

NACVET – National Coordinating Committee for Technical and Vocational Education and Training (2005) *Technical and Vocational Institutions in Ghana*, NACVET, Ministry of Education and Sports: Accra.

NACVET (2006) Response to Enquiries for TVET Project in Ghana

NACVET / MOES (2006) Feasibility Study: Technical and Vocational Education and Training Project in Ghana

NACVET / MOES (2008) Feasibility Study: Technical and Vocational Education and Training Project in Ghana

National Vocational Training Institute (2008) Budget

National Youth Council (2009) *skills development in Ghana: An Assessment of Supply, Demand and Financing in the TVET Sector. Responses to Questionnaire - National Youth Council Skills Training Institutes*, unpublished report February 2009.

NDPC - National Development Planning Commission (2008) *Medium-Long Term National Development Plan (2008-2015)*, NDPC (February 2008): Accra.

Netherlands Organisation for International Cooperation in Higher Education (NUFFIC) (2010). Netherlands Initiative for Capacity development in Higher Education (NICHE) *Strategy on Technical and Vocational Education and Training (TVET)*. NUFFIC

Niels-Hugo Blunch (2008) *Multidimensional Human Capital, Wages and Endogenous Employment Status in Ghana*, in Discussion Paper No. 3906 December 2008 IZA, 53072 Bonn, Germany

NVTI – National Vocational Training Institute (2008) *Statistical Report 2001-2007*, NVTI: Accra.

NVTI (2007) *The Role of the National Vocational Training Institute in the Technical and Vocational Education and Training Environment*, a position paper by the NVTI board. National Vocational Training Institute: Accra.

Nyarko D. (2011) Polytechnic Education in Ghana: The Challenges and Prospects. An Address

Odotei E. (2011) TVET Reforms: A Comparative Analysis of Southern Africa and West Africa

Palmer R. (2007) *Education, Training and Labour Market Outcomes in Ghana: A Review of the Evidence*. In RECOUP (Research Consortium on Educational Outcomes and Poverty)(2007) Centre of African Studies University of Edinburgh. RECOUP Working Paper 9

Palmer, R., Akabzaa, R. and Casely-Hayford, L. (2009) *Skill Pathways Out of Poverty. Technical and Vocational skills development: Breaking the Cycle of Poverty for Poor Youth and Young Adults in Ghana?* Unpublished note on preliminary findings (January 2009), RECOUP. www.recoup.educ.cam.ac.uk/

Palmer, R., Akabzaa, R. and Casely-Hayford, L. (2010) *Looking for Success across Ghana's Skilled Youth Population: Implications for Policy and Education Reform*. Draft journal paper for the RECOUP project - www.recoup.educ.cam.ac.uk/

Palmer, R., Wedgwood, R., Hayman, R., King, K., Thin, N. (2007) *Educating Out of Poverty? A Synthesis Report on Ghana, India, Kenya, Rwanda, Tanzania and South Africa*. Researching the Issues series, no.70, DFID: London. Available at <http://www.dfid.gov.uk/pubs/files/educating-out-poverty-70.pdf>

Palmer. R et al (2007) *Educating out of Poverty? A Synthesis Report on Ghana, India, Kenya, Rwanda, Tanzania and South Africa*. In DfiD's Researching the Issues, No. 70 Centre of African Studies, University of Edinburgh

Palmer. R (2007) *Skills Development, the Enabling Environment and Informal Micro-Enterprise in Ghana*. An unpublished PhD thesis presented to The University of Edinburgh.

Participants Reference Material – Project Cycle Management PCM Workshop to formulate a Pilot CBT Project for consideration by the Governments of Ghana and Japan

Porter, M. and Schwab, K. (2008) *The Global Competitive Report 2008-2009*, World Economic Forum: Geneva.

Preddey, G. (2005) *Skills Training and Employment Placement (STEP): The Program Document and Performance Appraisal, and Proposals for Enhancement*. Ghana Decent Work Pilot Program – ILO. Skills and Employability Department, ILO: Geneva.

R. Okai,, A. Musa, and S. Obeng, (2006) An article on *Assessment of the Effectiveness of Open and Distance Learning as a Tool for the Training of Small Scale Artisans and Technical and Vocational Students in Ghana*. University of Education, Winneba, Kumasi Campus

Rapporteur's Report on Education Roundtable on Introducing Competency Based Training (CBT) in

Ghana's Technical, Vocational, Education and Training System – July 2005

Rojo Mettle-Nunoo & Louise Hilditch (2000) *Donor Participation in the Education Sector in Ghana* A report prepared by Rojo Mettle-Nunoo & Louise Hilditch with assistance from ActionAid. ActionAid

Sabbi et al (2009)*Education for Self-Reliance in Ghana: Rethinking The Quality Of Pre-tertiary Education*. An unpublished ERNWACA Research Grants Programme 2009 edition report. ERNWACA With project support from UEMOA regional Centre of Excellence and the Ministry of Foreign Affairs of the Netherlands

Sudharshan Canagaraj and Dipak Mazumdar (1997) *Employment, Labor Markets and Poverty in Ghana. A Study of Changes during Economic Decline and Recovery*. The World Bank Africa Region Human Development Technical Family.

Teacher Educational Division/Ghana Education Service (TED/GES) (2001) "Report on Teacher Training Colleges that Offer Technical Skills as a Subject".

Teal, F. (2007) *Formal and Informal Employment in Ghana: Job Creation and Skills*.

Technical Education in the Republic of Ghana

The Chronicle Jan 20, 2011 Ghana: *Lack of Funding is Bane of Industries* <http://allafrica.com/ghana/>

The Daily IJ (June 2010) *Ghana: City & Guilds bemoans neglect of Technical/Vocational education* <http://inwent-ijj-lab.org/Weblog>

The German Embassy (2007) *Vocational Training in Ghana - Ghanaian-German Projects in the Volta Region* <http://www.ghana.diplo.de/Vertretung/ghana/en/Impressum.html>

UNESCO (2003) *Synthesis of Main Findings From Two Case Studies Carried out in Ghana and Zambia on Private TVET (Phase II)*, IIEP: Paris

UNESCO (2010) Guidelines for TVET Policy Review DRAFT. ED/ESB/TVET/2010/02

Un sourced () Roadmap to give Formal/Self Employable Skills to Early Leavers of the Formal

Education System (From Junior High School To Senior High School)

World Bank (1996) *Basic Education Sector Improvement Program, Staff Appraisal Report*, Republic of Ghana, Population and Human Resources Division, West Central Africa Department, Africa Region. World Bank: Washington D.C.

World Bank (1998) "*Ghana Education Finance: Its Implications for Sector Effectiveness*", Draft, Human Development Report 3, Africa Region. World Bank, Washington D.C.

World Bank (2010) *Education in Ghana: Constraints and Opportunities in Service Delivery (Draft of May 2010)*. World Bank: Accra.